

GALA RADIO-LIBERTAIRE, 2 DÉC 88 - 20 H - (PARIS)  
À LA MUTUALITÉ FONT ET VAL/XAVIER LACOUTURE

ISSN 0026-9433

T 2137 - 728 - 10,00 F



hebdo

# le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

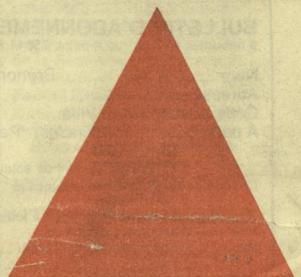
adhérente à l'I.F.A.

N°728 JEUDI 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 1988 10,00 F

# CFDT



# KASPAR SEUL MAITRE A BORD APRES DIEU



F° P 2520

## communiqués éditions

### • TOULON

Le groupe Région toulonnaise et le Centre d'étude et de culture libertaire organisent une exposition de peintres libertaires : « Joan-Yano » du 3 au 24 décembre, au cercle Jean-Rostand (rue Montebello, à Toulon). Vernissage samedi 3 décembre à 15 h. Ouvert les mercredis, samedis, dimanches (de 15 h à 18 h 30), entrée libre.

### • DIEPPE

Un groupe est en formation sur Dieppe. Nous appelons les libertaires de la région à prendre contact avec le groupe de Rouen qui transmettra (CES, 24, rue de Crosnes, 76000 Rouen).

### • FOUGÈRES

Il est possible de prendre contact avec la liaison Fougères en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront.

### • LILLE

Ecoles parallèles, collectifs parents-enfants, réseaux d'enseignements mutuels... Catherine Baker (auteur du livre « Les cahiers au feu ») nous emmène sur les chemins buissonniers d'une éducation différente le samedi 3 décembre, à 15 h, au Centre culturel Benoît-Brouchoux (1-2, rue Denis-du-Péage, Lille, métro Fives).

### • EVRY

La liaison d'Evry assure une vente du « Monde libertaire » chaque vendredi entre 17 h et 19 h à la gare d'Evry.

### • LILLE

La « Voix sans maître », émission du groupe Benoît-Brouchoux, a lieu tous les vendredis de 19 h 30 à 21 h sur Radio-Campus (91.4 MHz). Au programme : 2 décembre, « Le rapport annuel d'Amnesty » ; 9 décembre, « Pour une éducation différente ». D'autre part, les camarades investis dans le domaine pédagogique (GFEN, ICEM, etc.) ou dans le syndicalisme enseignant (à la CFDT notamment) peuvent contacter le groupe Benoît-Brouchoux pour échange d'informations (FA, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille, tél. : 20.47.62.65).

### • BREST

Le groupe « Les Temps Nouveaux » de Brest organise, le samedi 3 décembre, à 20 h 30, au centre social de Pen Ar Creac'h, rue du professeur Chrehen, une réunion-débat sur le thème : « Quel avenir pour le syndicalisme ? ».

### AUTOCOLLANTS

Deux autocollants « Anarchie » et « Anarchisme » imprimés en deux couleurs (rouge et noir) sont disponibles aux prix de : 2 F l'unité, 1 F de 10 à 50 exemplaires et 0,50 F à partir de 50 exemplaires (plus les frais de port). Deux autocollants « Louise Michel » et « Humeurs Noires » sont disponibles (en noir et mauve) aux prix de : 1 F l'unité, 0,80 F de 10 à 50 exemplaires et 0,50 F à partir de 50 exemplaires (plus les frais de port). Vous pouvez vous procurer à la librairie du Monde libertaire et auprès du groupe « Humeurs Noires », BP 79, 59370 Mons-en-Barœul (chèque à l'ordre d'ALDIR).

### Editions du Monde libertaire

Les éditions du Monde libertaire viennent de sortir deux nouveaux titres :

- Camillo Berneri, « OEuvres choisies » à 120 F ;
- Maurice Joyeux, « Sous les plis du drapeau noir », (le tome II de « Souvenirs d'un anarchiste ») à 120 F.

On peut se procurer ces ouvrages à la librairie du Monde libertaire au 145, rue Amélot, 75011 Paris, ou bien les commander par correspondance (prévoir un supplément de 10,90 F dans ce cas-là).

### Cycle de cours sur l'anarchisme

La Commission propagande des Relations Intérieures organise une série de cours sur l'anarchisme. Ceux-ci aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste et seront l'occasion de discussions.

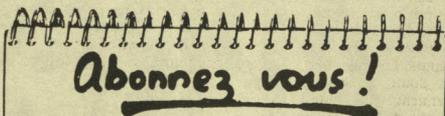
- le 6 décembre : « Comment lutter et s'organiser aujourd'hui ? », l'action au quotidien.

Ces cours auront lieu le mardi à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18<sup>e</sup> (métro Blanche).

Fédération anarchiste

## sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Social : Où va la CFDT ?, Editorial, Guy Louise nous a quitté — PAGE 4, Lutttes : RATP, Transports stéphanois, Coordination enseignante à Lille, En bref — PAGE 5, Société : La gestion municipale à Brest, Péchiney : heu-reux !, Brèves pollution, Catastrophe écologique en Corrèze — PAGE 6, Société : Réflexion sur la justice — PAGE 7, Société : Réflexion sur la justice (suite de la page 6), Justice et police, Nouvelles du Front — PAGE 8, Dans le monde : Interview d'un ex-dingant péruvien, Communiqué — PAGE 9, Informations internationales : Espagne, Belgique — PAGE 10, Histoire : Le Printemps de Pékin — PAGE 11, Expressions : « Dans les plis du drapeau noir », Notes de lecture, Gala de Radio-Libertaire, Sélection de programmes de Radio-Libertaire — PAGE 12, Politique : Le PS à bout de souffle.



### LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

### BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amélot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....  
 Adresse.....  
 Code postal..... Ville.....  
 A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien   
 Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin  
 Pour tout changement d'adresse,  
 joindre la dernière bande de routage.

## FONT & VAL LAGOUTURE

2 décembre. 20H. La Mutualité.

Gala de soutien  
 Réservation immédiate  
 Publico : 145, rue Amélot  
 M<sup>o</sup> République - Tél. : 48.05.34.08  
 Places : 100 F (carte RL : 70 F.)

RADIO  
**Libertaire 89.4**  
 LA VOIX SANS MAÎTRE

## liste des permanences des groupes f. a.

### REGION PARISIENNE

#### PARIS

Groupe « Louise-Michel », Paris 18<sup>e</sup> : permanence le samedi, de 16 h à 18 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.  
 Groupe « Voline », Paris 20<sup>e</sup> : permanences les jeudis à 20 h 30, au 26, rue Piat, 75020 Paris.

#### BANLIEUE

Seine-et-Marne  
 Groupe « Sacco-Vanzetti » de Chelles : permanences tous les dimanches de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Arcueil : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1<sup>er</sup> lundi du mois.

#### • Yvelines

Liaison « Georges-Brassens » de Rambouillet : permanences tous les samedis matin sur le marché de Rambouillet.

#### • Hauts-de-Seine

Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 46.68.48.58.

#### • Val-d'Oise

Groupe « Haro » d'Argenteuil : permanences tous les premiers dimanches matin au marché Héloïse, à Argenteuil.

Groupe de Sarcelles : permanences tous les premiers dimanches de chaque mois, de 11 h à 12 h, au marché de Lochères (à côté de la Poste).

## liste des groupes f. a.

### PROVINCE

#### • GROUPES

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente-Maritime : Marennes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Isère : Bourgoin-Jallieu, Grenoble — Loire : Saint-Etienne — Loiret : Montargis — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz, Thionville — Nord : Lille (deux groupes), Dunkerque — Oise : Beauvais — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Bas-Rhin : Scherwiller — Seine-Maritime : Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe région toulonnaise — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Poitiers.

#### • LIAISONS

Hautes-Alpes : Briançon — Alpes-Maritimes : Grasse — Ardèche : Tournon — Ardennes : Liaison des Ardennes — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia, Porto Vecchio — Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc — Doubs : Pontarlier — Eure : Evreux — Gironde : Saint-Médard-en-Jalles — Hérault : Béziers — Jura : liaison Jura — Loir-et-Cher : Blois — Loire-Atlantique : Nantes, Saint-Nazaire — Morbihan : Lorient — Nord : Douai — Pyrénées-Atlantiques : Pau — Bas-Rhin : liaison Bas-Rhin — Haute-Saône : liaison de la Haute-Saône — Savoie : Chambéry — Haute-Savoie : Annecy — Tarn : liaison Tarn — Tarn et Garonne : Montauban — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer — Vosges : Saint-Dié, liaison des Vosges.

## éditions

### Souscription

Sous les pavés... un livre. Les émissions « Femmes libres », « Chronique du lundi », « Blues en liberté », « Chronique syndicale » de Radio-Libertaire, le groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste fêtent les 20 ans de Mai 68 en allant à la rencontre de quelques-uns et quelques-unes de ces anonymes qui ont été les véritables « acteurs » et « actrices » de Mai 68. Les témoignages de nos rencontres seront publiés à l'automne prochain. Pour nous aider à les faire paraître, nous lançons une souscription de 50 F minimum. Les chèques sont à libeller à l'ordre de H. Lenoir et à adresser à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

### Souscription

L'événement 89 est bientôt de retour, les libertaires se doivent de le saluer à leur manière ! Des militants de la Fédération anarchiste ont décidé de publier au cours de l'année du bicentenaire deux œuvres : « La Grande Révolution », de P. Kropotkine, et « Les anarchistes et la Révolution française », (ouvrage collectif, inédit, regroupant les contributions de nombreux militants ou historiens des idées libertaires). Pour que ce soit possible, les efforts de tous sont nécessaires. Prix de souscription pour les deux ouvrages, à paraître en mars-avril et en octobre 1989 : 220 F ; pour le Kropotkine seulement : 110 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Véronique Fau-Vincenti et à envoyer au 145, rue Amélot, 75011 Paris.

### Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,  
 145, rue Amélot, 75011 Paris (M<sup>o</sup> République)  
 Tél. : (16.1) 48.05.34.08

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11<sup>e</sup>  
 Directeur de publication : Maurice Joyeux  
 Commission paritaire n°55 635  
 Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19<sup>e</sup>  
 Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Routage 205 — Publi Routage  
 Diffusion SAEM Transport Presse

## CONGRÈS CONFÉDÉRAL CFDT

## Moutons noirs et étoiles blanches

Le règne d'Edmond Maire prend fin. Une page tournée. Et quelle page ! En 17 années, la CFDT est passée d'un syndicalisme anticapitaliste, autogestionnaire, qui faisait des luttes le moteur des transformations sociales, à un syndicalisme qui balait la lutte de classes, l'autogestion et la grève, et qui entre à la CISL (1) rejoindre le syndicalisme international de collaboration de classes.

Où en est la CFDT qui fut capable d'être en phase avec les mouvements sociaux ?

Celle qui s'était nourrie du mouvement étudiant de 1968, celle qui

animait les luttes ouvrières (OS, LIP, Cerisy, PTT...) dans la décennie 70, essayant de lier tous les aspects de la vie des travailleurs dans l'interprofessionnel (antimilitarisme, écologie, femmes, immigration, logement, transports...), celle qui, encore CFTC, s'était engagée dans le conflit algérien...

## Régulation sociale...

Au contraire, ce 41<sup>e</sup> congrès de la CFDT rassemblait plutôt des permanents encravés, jeunes cadres dynamiques ou hommes mûrs plus que raisonnables ; les jeunes, les

femmes, les immigrés, point ou peu. Il s'agit alors de faire jouer au syndicalisme le rôle d'interface qui médiatise les rapports sociaux entre l'Etat ou le patronat et les travailleurs : traduire les revendications pour les faire accepter, participer à la régulation sociale. Qu'y a-t-il alors de scandaleux d'inviter des patrons dans un congrès syndical ? Et on mêle patrons (modernistes, disent certains), députés, syndicalistes (modernistes, sans doute aussi) sous la présidence de Jacques Delors en un carrefour des initiatives portant sur l'emploi et la coopération Nord-Sud.

Au même moment, désertant ce congrès qui n'hésite pas à se réunir, pour quelques séances spécialisées, au Parlement européen, les syndicalistes, ceux-là sûrement ringards, « archéos », investissent la Maison des syndicats de Strasbourg, pour débattre des différentes mobilisations sociales de la rentrée (infirmières, Santé, PTT, Transports...), ne cherchant pas à éluder les problèmes nouveaux posés : contenu des revendications, coordinations, liens à l'organisation syndicale, aussi, quelle structure syndicale, quelle forme d'organisation ?

## ... et résurgence de l'anarcho-syndicalisme

La question est autant posée à ceux qui vont être prochainement exclus de la CFDT qu'à ceux qui vont continuer à défendre la référence au socialisme autogestionnaire : tout simplement parce que ce ne peut être qu'intimement lié. En effet, ceux qui ont animé, qui ont aidé les conflits de ces derniers mois au sein des coordinations, des intersyndicales ou des comités de grève, ont renoué quelque peu avec l'autogestion de la lutte : exigence d'une gestion directe de la grève, d'un mouvement unitaire, contrôlé, maîtrisé par les travailleurs eux-mêmes, démocratie ouvrière donc et imposée par les acteurs de la lutte. Le représentant de la Chimie Rhône-Alpes ne s'y trompait pas quand, à la tribune, il évoquait « la résurgence de l'anarcho-syndicalisme ».

Or, dans ces mouvements sociaux, que ce soit à Michelin, à la SNECMA, aux PTT ou dans la Santé, les revendications dépassent le cadre strict de l'entreprise. La place, le rôle des travailleurs dans la boîte mais aussi dans la société (infirmières), l'augmentation des effectifs et l'amélioration des conditions de travail (PTT, Santé), 1 000, 1 500 ou 2 000 F d'augmentation salariale : toutes ces revendications pour être satisfaites exigent d'autres choix budgétaires et impliquent, de fait, un autre type de société, tout au moins une société qui ne soit pas basée sur l'économie de marché. De là à dépasser la simple démarche autogestionnaire pour s'orienter vers un projet de société à construire et faire vivre sur des valeurs d'émancipation, de solidarité et d'entraide, il y a un grand pas à franchir mais qui peut être redécouvert.

## La normalisation

En attendant, pour éviter que de démarche, on ne tombe dans le socialisme autogestionnaire, Edmond Maire a appelé à « assainir » la situation, relayé en cela par le nouveau secrétaire général, Jean Kaspar, qui annonce, avant même sa « fermeté » vis-à-vis du patronat et du gouvernement, sa fermeté vis-à-vis de ses « moutons noirs ». La priorité de l'action syndicale n'est plus de combattre le salariat et les logiques d'exploitation patronales et gouvernementales mais d'ancrer toute velléité de lutte en frappant les militants « coupables » de faire du syndicalisme avec les travailleurs ! Le « recentrage » opéré, dès



1976, par la suspension de l'union départementale de la Gironde et de l'union locale des 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> arrondissements parisiens, s'était poursuivi, certes, dans les banques, aux PTT, à Usinor ou à Air Inter. Mais, il s'accéléra à présent. Le bureau de la section du centre de tri postal à Lille-Lezennes s'est vu retirer tous ses mandats syndicaux et a été dissous par le syndicat départemental. Des militants engagés dans la lutte des infirmières ont vu leurs mandats suspendus à Clermont-Ferrand et à Lyon. Un militant de l'agro-alimentaire a été exclu à Nancy. La normalisation avance maintenant sur l'Ile-de-France. Les fédérations PTT et Santé convoquent leurs instances, ce mercredi 30 novembre, pour statuer sur le sort des structures de la région parisienne (2) : il s'agira, sans doute, de mesures répressives sanctionnant des militants (retrait des mandats, exclusion) et des syndicats (mise sous tutelle, suspension des commissions exécutives, dissolution, retrait des locaux et des moyens...) ayant activement participé aux luttes de cet automne et ayant pris position contre les signatures et décisions fédérales quand elles visaient à casser les mouvements en cours. Les militants occuperont sans doute les lieux, comme ils le feraient pour faire céder un patron, afin de faire pression sur les conseillers fédéraux. D'autres ont déjà envahi leur fédération Protection sociale-Travail-Emploi, ces jours derniers, quand cette dernière voulait signer un accord qui, une fois de plus, était rejeté par les travailleurs.

Il est à craindre que cette répression touche d'autres secteurs, dès lors que des militants oseront poser le fédéralisme ou la lutte sociale contre le centralisme ou l'appel à l'apaisement social.

Les opposants à la ligne confédérale, à ne pas confondre avec une opposition structurée en tendance, recueillent pour le moment entre 22 et 45% des mandats : le plus bas score correspond à la défense de l'unité d'action, pas celle prônée par la confédération, c'est-à-dire l'unité dans la « Convergence » de la CFDT, CGT-FO, CFTC, CGC, FEN et FGAF mais celle qui associe dans la lutte toutes les organisations, y compris la CGT. Les 45% ont été recueillis pour le maintien de la référence au socialisme autogestionnaire.

Les « opposants » ont pu toutefois imposer au congrès de parler des luttes, alors que tout était verrouillé pour qu'on n'en parle pas. Mais ils n'ont pu ni empêcher l'éviction de Pierre Héritier, suffisam-

ment poltron pour ne pas prendre la parole quand un tiers du congrès scandait « Héritier ! Vérité ! », ni faire revenir à un fonctionnement plus « démocratique » : le quitus fut abandonné, des orientations sur l'adaptation du syndicalisme et le refus de moratoire des dettes du tiers monde, notamment, furent votées en commission et non en séance plénière ! Alors que leur reste-t-il à faire ? A réfléchir sérieusement et rapidement sur ce qu'ils feront après — ou même avant — d'être exclus de cette centrale qui se voulait 1<sup>ère</sup> organisation syndicale et qui affichait encore lors de ce 41<sup>e</sup> congrès le slogan « Plus nombreux et solidaires ». Quelle hypocrisie !

En fait, la CFDT doit se présenter sans aucune aspérité dans l'océan commun de la Convergence qui baigne les rives de la CISL. Elle doit être propre et c'est pourquoi sans doute elle distribuait une étoile blanche le dernier jour de congrès à tous les délégués. Sauf aux « moutons noirs », bien évidemment.

Mais dans l'océan, elle se noiera, et elle ne sera pas aidée par le courant catho de droite qui vient de prendre la tête. Espérons seulement que les syndicalistes sauront surna-

L N

(Gr. Pierre-Besnard)

(1) CISL : Confédération internationale des syndicats libres constituée en 1949 sur le terrain de la guerre froide.  
(2) Il s'agit des syndicats regroupés dans l'UP (union professionnelle)-PTT de la région parisienne et dans le CRC (Comité régional de coordination des syndicats Santé Sociaux d'Ile-de-France).



## Editorial

GORBY est bien emmerdé. De la glasnost à la perestroïka, en passant par la réhabilitation de Trotsky qui nous pend au nez, toutes les tentatives d'ouverture de ces derniers mois qui veulent nous faire croire que l'URSS est malgré tout un pays pas si invivable que ça, vont-elles se réduire à néant ?

Une fois de plus, nous sommes contraints de constater que le centralisme, démocratique ou non, reste un système vicié à la base. Toutes les démarches, qu'elles s'appellent, états unis ou union des républiques, si ces mêmes causes ne produisent pas nécessairement les mêmes effets, c'est tout le problème de l'Etat qui est alors posé. Problème doublé par celui des nationalités ou des nationalismes qu'ils soient géorgiens, baltes, arméniens, irlandais ou kanaks.

Par la violence dans la rue comme en Arménie ou en Azerbaïdjan, par la bureaucratie légale comme des les pays baltes, tout porte à croire que les solutions inspirées du marxisme ont fait totalement faillite. Rien de bien neuf là-dedans. La théorie n'a jamais empêché les pogroms ; les inégalités économiques et culturelles ont entretenu pendant des années des rivalités ancestrales qui pétent aujourd'hui à la gueule du PCUS. Jamais depuis le coup d'Etat bolchevique la situation n'avait été aussi périlleuse.

Théoriquement indépendantes, les républiques peuvent, si elles le désirent, quitter l'union à tout moment ; nous dirons rompre le contrat librement. C'est oublier des années de dictature stalinienne, c'est oublier la main de fer du parti de l'avant-garde sur tous les rouages politiques, c'est oublier aussi que les promesses et les constitutions sont avant tout élaborées pour être trahies.

L'exemple venant d'en haut, les petites sœurs hongroises, polonaises, etc., risquent la contagion. Le problème de l'autodétermination risque alors de se poser plus radicalement, les solutions répressives devenant dès lors plus évidentes. Ce n'est plus un problème de droits de l'homme, mais un problème de droits de l'Etat à disposer des populations qu'il contrôle. Il n'est plus désormais difficile de comprendre les « sourires » US par Bastard Thatcher interposés. La déstabilisation à l'Est sert les intérêts de l'Ouest. Il y a gros à parler que ce sont encore les mêmes qui vont trinquer.

## Guy Louise nous a quitté

Notre compagnon Guy Louise est décédé lundi 21 novembre à la suite d'une longue maladie. Guy était membre du groupe libertaire du XI<sup>e</sup> de la Fédération anarchiste et présentait depuis 6 ans, sur Radio-Libertaire, des émissions consacrées à la science, au rationalisme et à la poésie.

Nous assurons à Geneviève, sa compagne, ainsi que ses proches tout notre soutien.

Groupe libertaire Paris XI<sup>e</sup>  
Fédération anarchiste  
Radio-Libertaire

### RATP : un nouveau conflit social pour Rocard

**C**OMMENCÉ il y a plus d'une semaine, le conflit que connaît actuellement la RATP pose à nouveau brutalement le problème des mesures salariales destinées au rattrapage des rémunérations de toute une partie de la Fonction publique.

La RATP n'a fait qu'appliquer scrupuleusement, depuis bientôt six ans, la politique du ministère des Transports. Et quand on connaît les préoccupations et les priorités des pouvoirs publics en la matière, on comprend aisément que le climat social dans l'entreprise soit, pour le moins, tendu.

A ce jour, les quatre ateliers du RER ne réalisent plus la maintenance du matériel roulant, et déjà quelques quinze ateliers du réseau ferré urbain ont rejoint la lutte. En fait, les faisaux de voies desservant les ateliers sont occupés par les grévistes, qui se relaient toutes les heures : une grève qui coûte peu et qui peut rapporter gros !

De négociations en conciliabules, la tension augmente, le conflit se radicalise et les propositions formulées par la direction ne sont pas faites pour calmer les esprits.

A l'heure où nous mettons sous presse, le résultat des tergiversations de la Régie est le suivant. Pour tout le personnel, au titre de l'ajustement des salaires pour 1988, une prime exceptionnelle de 300 F sera débloquée en décembre. Pour le reste, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1989, une augmentation en niveau de 0,52% est prévue.

En ce qui concerne 1989, une revalorisation de 2% de la masse salariale est proposée aux organisations syndicales. Cette mesure destinée à compenser les effets de la hausse du coût de la vie n'a pas le bonheur de satisfaire grand monde !

Toujours pour 1989, mais uniquement pour le personnel du réseau ferré, une prime mensuelle de 100 F est « généreusement » octroyée. De plus, la direction du réseau ferré envisageait de débloquent un certain nombre de postes concernant les emplois les plus qualifiés du collège ouvrier.

Voilà où on en est pour le moment. La revendication du personnel étant de 1 000 F pour tous, quel que soit le grade hiérarchique, il y a fort à parier que le pouvoir va réagir très fermement.

Si la force publique est utilisée pour dégager les ateliers, toutes les catégories du personnel ferré et routier vont réagir promptement. On s'achemine, vraisemblablement, vers un conflit très dur à la RATP. D'ores et déjà, l'exemple de la Régie risque de relancer toute l'agitation sociale dans la Fonction publique. Nous souhaitons bien du plaisir au petit père Rocard.

#### RÉGIS



## ÉDUCATION Coordination des personnels

**O**CTOBRE 1988, des enseignants lillois lancent un appel pour la création d'une coordination. Très vite, des divergences apparaissent quant à l'intitulé même de la structure à mettre en place. Les uns refusent de poser le problème de leur représentativité (d'où phénomène d'auto-proclamation et création de la Coordination des personnels de l'Éducation); les autres rejettent l'avant-gardisme et prônent une démarche autogestionnaire : organisation d'assemblées générales par établissement ou par ville, élection de délégués mandatés précisément et donc réellement représentatifs, etc., bref, construction d'une coordination à partir de la base !

Les mêmes clivages voient le jour en ce qui concerne la plate-forme. Les uns sont partisans des « 2 000 F pour tous » à l'exclusion de toute autre revendication; les autres adoptent sur ce point une position pluraliste (révision des grilles de salaire, augmentation mensuelle de 1 500 à 2 000 F, titularisation des salariés à statut précaire, embauche de personnels, création d'un corps unique, limitation des effectifs par classe, lutte contre l'échec scolaire, etc.). Pour ces derniers, en effet, il ne s'agit pas de plaquer des revendications de façon artificielle et de les imposer, mais de proposer et d'apparaître comme un véritable lieu de débat et d'information.

Enfin, on retrouve les mêmes sensibilités aussi bien dans le rapport aux syndicats que dans les formes d'action. Les uns crachent sans discernement sur l'organisation syndicale et lancent l'idée d'une grève générale de l'Éducation; les autres appellent à l'unité syndicale non-syndiqués et se font un peu moins d'illusions quant aux formes d'action envisageables dans l'immédiat.

### Divergences et clivages

Autant de divergences, de clivages et de sensibilités qui ne sont pas sans laisser planer un certain malaise; malaise d'autant plus insupportable que le dirigisme et/ou la manipulation deviennent rapidement monnaie courante en assemblée générale : les débats s'éternisent, l'ordre du jour n'est pas respecté, et c'est devant une salle au trois quarts vide qu'on nous invite à élire un bureau capable de « diriger efficacement le mouvement »... invitation que nous refusons bien sûr catégoriquement. En effet, peut-on élire un bureau alors que le quorum n'est plus atteint, que le rôle du bureau lui-même n'a pas été défini et que la coordination ne s'est pas encore fait suffisamment connaître ?

Arrive l'assemblée générale suivante... Afin de lever toute ambiguïté, demande est faite (par les militants de la Fédération anarchiste) que tous les candidats au secrétariat précisent leur identité politique. Résultat : six membres de Lutte ouvrière, quatre de la FA, un du PS, un communiste rénovateur et quatre inorganisés. Devant l'absence de mandatement précis, les membres de la FA s'engagent à faire respecter la démocratie directe en s'opposant à toute prise de pouvoir au sein du secrétariat. Quant aux revendications, nous appelons à la mise en place d'une commission de travail ouverte à tous et chargée de faire la synthèse de toutes les opinions exprimées en assemblée générale; proposition refusée bien entendu par Lutte ouvrière mais adoptée néanmoins à la majorité !

### « Les anars veulent noyauter la coordination » !

Ceci dit, les problèmes ne font que commencer. Les militants de

Lutte ouvrière ayant perdu tout espoir de contrôler la coordination, les voilà qui se mettent à la saboter ! Pour cela, ils troquent leur optimisme béat du départ avec un pessimisme on ne peut plus démobilisateur : « La coordination n'est pas représentative, nous ne sommes pas un vrai mouvement » (des arguments qu'ils récusaient il y a encore quelques semaines). Et cela au moment où des liens sont en train de se tisser progressivement aux quatre coins des départements du Nord et du Pas-de-Calais, au moment où des réunions d'établissement mobilisent, ici et là, plus de 60% du personnel ! D'autre part, fini le temps des sourires mielleux : les libertaires ne sont plus les doux rêveurs que Lutte ouvrière imaginait tout juste bons à servir de caution démocratique ou d'aide technique. Voilà maintenant que « les anars veulent noyauter la coordination... et la transformer en syndicat » (sic) ! Bruits de chiotte, calomnies, diffamations...

Samedi 19 novembre, les camarades de Lutte ouvrière tentent une fois pour toute de dissoudre la coordination. Toutefois, s'ils parviennent à écarter la moitié de la salle, leur objectif n'est pas atteint : la coordination continue ! Un nouveau secrétariat est élu sans eux; une date d'assemblée générale est retenue (samedi 17 décembre à 15 h à la Maison de la nature et de l'environnement). Enfin, un bulletin d'information ouvert à tous (instituteurs, professeurs, personnels de service...) est en cours de rédaction. Toute contribution y est la bienvenue...

Eric DUSSART  
(Gr. Benoit-Brouchoux de Lille)

Pour tout contact : Coordination des personnels de l'Éducation, c/o MNE, 23, rue Gosselet, 59000 Lille; tél. : 20.04.66.06 (Lille), 20.53.92.26 (Armentières), 20.40.11.55 (Seclin), 27.67.90.95 (Maubeuge) et 21.31.31.01 (Boulogne).



## Mandatement présenté pour le secrétariat de la coordination

Ce texte a été présenté à l'assemblée générale par des militants du groupe Benoit-Brouchoux et soutenu par la quasi-totalité des personnes inorganisées politiquement... et refusé par Lutte ouvrière sous prétexte de « bureaucratie » et de « formalisme ». Il a été adopté par le secrétariat et sera représenté en assemblée générale.

De façon à assurer la transparence et l'autogestion de la coordination, le secrétariat a pour fonction :

1. De coordonner et diffuser les informations relatives à l'argumentation des revendications de la coordination, et les actions des membres coordonnés.
2. D'assurer la trésorerie de la coordination.
3. D'organiser la diffusion des contacts entre membres de la coordination (avec accord des contacts présentés).
4. D'organiser, sur les revendications adoptées par la coordination, leur diffusion médiatique (télévisions, radios, journaux) et leur diffusion vers les élèves, les parents, les syndicats et associations diverses.
5. De proposer en cas d'opportunité aux membres de la coordination des actions ponctuelles, appelant à une mobilisation rapide, entre les assemblées générales et n'engageant que modérément les fonds de la coordination.
6. De proposer, en tenant compte des prescriptions éventuelles de l'assemblée générale, un ordre du jour si possible minuté pour la prochaine assemblée générale.
7. La définition des axes d'actions sur le long terme, tout comme la définition des revendications de la coordination et l'argumentation précise de celles-ci, sont du ressort de la commission de synthèse qui les propose au vote de l'assemblée générale.
8. Le compte-rendu des décisions de trésorerie du secrétariat, de ses décisions d'actions ou de ses décisions administratives est publié dans le bulletin de liaison de la coordination, ou isolément, de façon à ce que chaque assemblée générale puisse juger du travail du secrétariat. Sur des décisions centrales, les clivages éventuels au sein du secrétariat sont aussi rendus publics.
9. L'assemblée générale demeure souveraine. Elle définit elle-même sa périodicité. Elle mandate, si possible strictement, le secrétariat qui peut tenter d'impulser des actions ponctuelles. En cas d'urgence, le secrétariat peut appeler à sa convocation. Le secrétariat est révocable à chaque assemblée générale. Tous les 6 mois, il remet son mandat en jeu (reconduction possible).
10. La liste des fonctions du secrétariat peut être modifiée après vote en assemblée générale.

### La grève des transports stéphanois

**L**A grève des tramways stéphanois a duré dix-sept jours. Elle s'est terminée sur un « compromis » qui prévoit un strict maintien du pouvoir d'achat, en fonction des indices officiels (3% pour 1988) et une prime de 600 francs pour tous. Douze embauches sont programmées, dont huit avec des contrats à durée déterminée, ce qui ne résoudra pas le problème des 8 000 journées de repos dues par la direction !

Dubanchet, le maire UDF de Saint-Etienne avait fait imprimer 95 000 tracts, aux frais des contribuables bien sûr, pour dénoncer les « privilèges » des tramways et attirer le mécontentement des usagers. Lors d'un manif, un groupe de commerçants et de patrons a insulté les grévistes (mais si, la lutte des classes ça existe toujours...). Une riposte déterminée les a calmés.

Sans être franchement hostile, la population de la ville (à forte composante ouvrière) n'a pas apporté de soutien aux grévistes. Il aurait fallu informer largement les usagers sur les conditions de travail éprouvantes (avec des horaires aberrants, des journées découpées en tranches), montrer que le mouvement visait aussi à améliorer le service public. C'était là le boulot des unions locales et des unions départementales, qui pouvaient jeter dans la bagarre des moyens comparables à ceux de Dubanchet. Un tel appui aurait sans aucun doute amélioré le rapport des forces.

Certes, sur la fiche de paie, il faudra maintenant plus d'un an pour rééquilibrer le bilan, mais la masse des tramways est restée soudée jusqu'au bout. La dernière semaine, les piquets de grève avaient été renforcés et plus aucun véhicule ne sortait du dépôt. Ne pas courber l'échine, c'est finalement ce qui compte le plus pour la suite.

S B

L'article sur cette grève des tramways paru dans le Monde libertaire n° 725 du 10 novembre 1988 avait été transmis par téléphone en raison de la grève des copains des PTT. Il en a résulté quelques coquilles. Selon la formule consacrée, nos amis lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes...



### en bref...en bref...

• **LE MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL.** Le Mouvement français pour le planning familial organise les 3 et 4 décembre 1988 un colloque international intitulé : « L'ovaire dose ? ». Au menu de ce colloque : les nouvelles méthodes de procréation et ce qu'elles impliquent humainement et socialement, le pouvoir médical et le pouvoir des femmes dans le corps médical, etc. Ce colloque aura lieu au 27, rue Chaligny, Paris 12<sup>e</sup>, au CHU Saint-Antoine. Pour tous renseignements, vous pouvez vous adresser au : MFPF, le square Saint-Irénée, 75011 Paris (tél. : 48.07.29.10).

## POLLUTION : BRÈVES...

### • NUCLÉAIRE.

A Mururoa, ça baigne ! Cousteau vient d'affirmer, après d'autres « écologues », que « (...) les essais nucléaires français en Polynésie ne représentent aucun danger pour les populations (...) ». Mais si les mesures effectuées n'ont décelé aucune trace de radioactivité, il faut préciser que les ondes de choc provoquées par les bombes minent l'atoll. D'importants éboulements de coraux fossilisés ont été découverts. Des fissures se développent et l'atoll s'enfonce dans l'océan... Que se passera-t-il quand une faille atteindra une zone radioactive ? Et que dire des milliards dépensés dans ces essais, dont la seule utilité est d'assouvir la folie de quelques militaires !

### • DÉMARRERA, DÉMARRERA PAS ?

Durant le week-end des 19 et 20 novembre, mille cinq cents Genevois et trente Français ont manifesté contre la remise en route de Super-Phénix. Le ministre de l'Industrie a déclaré, le 23 novembre, qu'il ne transigerait pas sur la sécurité. C'est une déclaration qui « ne mange pas de pain » !

### • AILLEURS... COMME EN URSS.

Des enfants vivant dans la région de Tchernobyl, en Ukraine, seraient victimes d'une maladie mystérieuse : « (...) ils perdent leurs cheveux, sont atteints de troubles nerveux et sont sujets à des hallucinations (...) ». Au 18 novembre, 129 cas auraient été enregistrés. Certaines hypothèses expliquent l'épidémie par une intoxication au thallium.

### • INDUSTRIES CHIMIQUES.

Plus de 800 personnes auraient été soignées pour des difficultés respiratoires, au cours de la dernière semaine d'octobre, à Angarsk, en Sibérie. Cette ville, entourée d'industries chimiques, de raffineries de pétrole, aurait une pollution atmosphérique importante. Début novembre, 140 personnes auraient été hospitalisées pour les mêmes difficultés...

CHRISTIAN  
(Liaison Evreux)

## Catastrophe écologique en Corrèze

Onze tonnes de poissons morts ont été retirés durant le week-end de la Toussaint des eaux de la Corrèze, à la suite de la plus importante pollution de cette rivière depuis vingt ans.

L'alerte a été donnée à quelques kilomètres en amont de Brive, où plusieurs témoins ont vu des centaines de poissons flottant le ventre en l'air. L'empoisonnement est dû à un insecticide à usage industriel déversé en amont de Malemort.

Encore un cas de conscience pour Brice Lalonde qui devra à nouveau avaler ce breuvage sans sourcilier et poursuivre les responsables.

REGOR (Tarn)

## BREST

# Tentative de bilan d'une gestion...

LES municipales de 1983 avaient vu la droite conquérir bon nombre de villes de grande ou de moyenne importance. Dans l'Ouest, en particulier, le RPR s'était taillé une nouvelle implantation : Nantes, Quimper, Brest, avaient ainsi changé de majorité.

Au moment où les états-majors politiques affûtent leurs crayons, le bilan de ces équipes de la droite de choc est pour le moins mitigé. A Nantes, Chauby semble avoir fait l'unanimité de ses anciens collaborateurs contre lui ; et Bécan, à Quimper, commence à douter de lui au vu des dernières élections cantonales. Mais c'est sans doute à Brest que la prétention et l'incompétence des partisans du libéralisme économique ont atteint leurs plus hauts sommets.

### Démarrage sur les chapeaux de roues

A son arrivée à la mairie en 1983, Jacques Berthelot, frétilant nouveau venu sur la scène politique, décrit la situation laissée par ses prédécesseurs socialistes comme une économie en ruine et une ville « contrôlée par un étroit réseau d'associations politisées ». Bref, une sorte de Beyrouth du far-west. Si sa première décision : rétablir les subventions aux écoles privées, fait l'unanimité de la droite locale, les choses vont rapidement tourner au vinaigre pour lui. D'un caractère particulièrement paranoïaque et désireux d'assurer personnellement la conduite de toutes les affaires, Berthelot va confier la gestion de la ville à son cabinet, composé de technocrates tenants de la droite dure.

Dépossédés de tout pouvoir, les différents clans du conseil municipal vont donc avoir le loisir de compléter à qui mieux mieux contre ce maire qui multiplie les crises d'autoritarisme et les gaffes les plus bouffonnes.

Après des mois et des mois de crise ouverte, le maire, mis en minorité, sera finalement contraint de démissionner avant d'être exclu du RPR pour avoir, au cours d'une conférence de presse tenue au milieu de la décharge publique, comparé son mouvement... aux tas d'ordures qui lui servaient de décor !

### Et pour quelques milliards de plus

C'est Georges Kerbrat, ancien médecin-chef de l'hôpital, qui va être choisi pour lui succéder. Personnage sans personnalité, perpétuellement béat, il apparaît comme un maire de transition destiné à calmer le jeu. Le but est, en fait, loin d'être atteint puisque c'est le moment que choisit Georges Lombard, président de la CUB (1) pour se poser en homme providentiel.

Personnage curieux que ce Lombard : perpétuellement « indépendant », plusieurs fois maire de Brest, il a tendance à penser qu'un ego boursoufflé peut tenir lieu de logique gestionnaire. Il est à l'origine de tous les coups foireux qui ont marqué la gestion municipale jusqu'en 1983 : construction de cités HLM sans vie où s'entassaient les moins favorisés, du parc des Expositions qui sert à tout sauf à sa destination première, d'une formidable forme de radoub de 500 000 tonnes qui se demande toujours à quoi elle peut servir, etc. En économie comme en politique, il a réussi le tour de force de toujours miser sur ce qui paraissait rentable... sans l'être.

Dès lors, les deux têtes du pouvoir brestois vont rivaliser d'initiatives destinées à marquer leur passage. • **Privatisations** : le président de la CUB, tant pour se plier à la mode du temps que pour se procurer un peu d'argent frais, va vendre le Ser-

vice des eaux et de l'assainissement à une filiale de la Générale des eaux. Le maire, pour ne pas être en reste, va faire de même avec la Cuisine municipale construite par les socialistes encore flamboyant neuve. Dénoncée comme une opération idéologique par les syndicats, cette transaction est en plus un marché de dupes sur le strict plan financier.

• **Construction** : le « Palais des arts et de la culture » ayant brûlé, la mairie va se lancer dans la construction d'un nouveau bâtiment. Budget prévisionnel : cinq milliards de centimes. Coût définitif : plus de vingt milliards. Mais la municipalité Kerbrat ne s'arrête pas là : construction d'une « Maison de la mer » dont les élus avouent ignorer l'utilité réelle, d'un pompeux « Océanopolis », sorte de gigantesque aquarium destiné à attirer le touriste, etc.

Fou de rage devant les milliards qui filent, le challenger Lombard se lance à son tour dans l'immobilier : agrandissement du bâtiment de la CUB, aménagement de places et de rues, projet de tramway et, le clou du spectacle : la réalisation dans la rue principale de fontaines et d'un belvédère par une architecte de renommée mondiale. Les milliards s'ajoutent aux milliards.

### Des élus qui pataugent

Cette soudaine poussée de réalisations de prestige montre en fait le désarroi général des politiciens qui, impuissants devant la persistance du chômage, se lancent à corps perdu dans une fuite en avant d'aménagements urbains. Si dans certaines agglomérations, ces investissements semblent accroître la notoriété de la ville et l'espérance d'y attirer des industriels, l'exemple brestois montre que les seules dépenses d'apparat ne sont pas une panacée.

Centrée presque exclusivement autour du port de guerre, l'activité brestoise se meurt. Le transfert de la flotte à Toulon a montré l'illusion d'un développement exclusivement militaire. Le peu d'activité restant du port militaire continue à paralyser tout développement économique de « la plus belle rade du monde ». La base sous-marine interdit tout espoir de développement touristique ou commercial lié à la mer. Aussi, dans le domaine économique, l'esbroufe tient-elle également lieu de projet concret.



Les fontaines, rue de Siam. Une œuvre d'art... c'est écrit dessus !

Et ce n'est pas l'autoproclamation de « technopole » pour les maigres industries locales ou la multiplication jusqu'à l'écoeurement des centres commerciaux qui y changeront quoi que se soit.

L'arsenal militaire et la sous-traitance s'étouffent lentement. Seule la construction d'un porte-avion nucléaire, dont l'utilité reste douteuse (2) va retarder quelque temps l'effondrement de l'activité.

Pour les Brestoises, l'avenir n'est pas particulièrement folichon : les multiples emprunts contractés par la municipalité de droite ne prendront effet... qu'après les élections. Cela n'empêchera pas les impôts d'augmenter de façon spectaculaire et ce, quelle que soit la majorité qui sortira des urnes.

On le voit, les socialistes, même s'ils sont élus, ne disposeront d'aucune marge de manœuvre et tels les shadocks seront condamnés à pomper, pomper l'argent des contribuables. De plus, la situation militante a beaucoup évolué en dix ans. Où sont passées les associations (3) — certes contrôlées par des militants et des militants socialistes — qui animaient la vie locale, les quartiers, les commissions ? Bien sûr le rôle de courroie de transmission de ces associations n'a jamais été absent des préoccupations des cadres du parti. Mais, brassant une population bien au-delà des seuls militants, elles aiguillaient, en quelque sorte, les élus, et leur rappelaient, à l'occasion, les besoins et les volontés de la population.

Aujourd'hui, tout cela est loin. Comme partout, l'hémorragie a durement frappé les effectifs militants. Plus que jamais, le PS apparaît comme un parti de notables, sans aucun ressort, uniquement concerné par l'essor de la carrière

politique des hommes et des femmes de son appareil. A peine entend-on quelques faibles protestations à propos de l'incohérente gestion de la droite. Quant au PCF, divisé en deux bandes rivales, il semble se délecter de cette guerre des gangs.

Si l'émergence des coordinations peut laisser penser — en dehors de tout jugement sur le fond — à une recombinaison de la défense des salariés en dehors des structures traditionnelles, rien de tel dans la vie publique locale. Aucune tentative de protestation n'a troublé sérieusement le délire gestionnaire de la droite brestoise, mis à part quelques éclats très localisés et corporatistes. Maintenant, les Brestoises vont devoir payer. Mais cela sera une autre histoire !

J-P L.F. DU (Brest)

(1) La Communauté urbaine de Brest regroupe huit communes de l'agglomération brestoise.

(2) Voir Le Monde diplomatique (août 1987) : « Un porte-avion très politique ». Jean-Pierre Chevènement a annoncé la construction d'un second porte-avion à propulsion nucléaire pour l'an 2000 : la « rigueur » ne gêne pas la marine ?

(3) L'importance réelle et le nombre de ces associations n'avaient, bien entendu, rien à voir avec les fantasmes de la droite bien pensante !

## Péchiney fidèle à son histoire

LA multinationale française de l'aluminium, Péchiney, a décidé l'investissement d'une bagatelle de 1,3 milliard de dollars aux Etats-Unis, et ceci dans le but de se payer l'entreprise ANC (American National Can), spécialisée dans l'emballage.

Cette opération permet à Péchiney de passer au premier rang mondial des producteurs « d'emballages », contrôlant de ce fait une part importante des débouchés à ses matières premières. Cet achat aura été facilité par l'actuel gouvernement, la France devenant la reine de l'emballage par la volonté de ses mousquetaires de l'industrie.

Liée à cet investissement colossal aux Etats-Unis, la création d'une unité de production ultramoderne d'aluminium à Dunkerque nous est présentée comme une victoire contre le chômage : 3 000 créations d'emploi dans le Nord, une aubaine pour une région en crise industrielle.

Une telle bonne volonté de la part de Péchiney, aidée avec largesse par le gouvernement socialiste, cache sans doute quelque coup tordu comme seule cette entreprise de sombre histoire sait le préparer. Cette entreprise, pas plus que toute autre, n'a jamais rien consenti qui ne lui rapporte, et beaucoup.

### Bref retour en arrière

Créée en 1855, Péchiney s'est enrichie vraiment, après quelques ballons d'essai à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, grâce à la production de gaz et d'explosifs pendant la grande boucherie de 1914-1918. Remarquable à toutes les périodes de son histoire par des conditions de travail particulièrement dures, ne ratant jamais une occasion pour polluer les régions où elle s'implantait, PLUK (Péchiney-Ugine-Kuhlmann) mérite la médaille d'or de la multinationale dans toute sa « grandeur » : surexploitation du tiers monde, pollutions au fluor des vallées de la Maurienne, de divers

cours d'eau, etc. Sans parler d'une politique de gestion du personnel, des « ressources » humaines — comme on dit de nos jours — qui est passée du féodalisme (haut Moyen Age) à la Renaissance (on en est encore en 1600).

### Un scepticisme justifié

Parallèlement à la généreuse création de 3 000 emplois industriels dans le Nord, nous avons appris la condamnation de l'usine de Noguères dans le Béarn. L'entreprise fermera et laissera 750 personnes sur le carreau, au plus tard en 1991. On murmure que cette liquidation coûtera à la région de Pau près de 3 000 emplois dits indirects.

Finalement, tout ce tremblement médiatique aura couvert une restructuration de plus. On attend déjà au pied des Pyrénées, la nomination d'un émissaire gouvernemental, chargé de la reconversion industrielle, ancien syndicaliste de préférence, ayant réussi dans les ministères, car les salariés de Noguères ne comptent pas se laisser faire.

### Bilan globalement positif... pour Péchiney

Bénéfice phénoménal sur tous les tableaux pour Péchiney, qui se poulèrche d'avance ses pulpeuses babines :

- l'Etat aide à l'achat d'ANC (via une série de prêts de la part des banques nationalisées) ;
- EDF s'engage à modérer ses tarifs pour favoriser l'implantation de la future unité de Dunkerque ;
- le dégraissage de l'usine de Noguères se fait dans la foulée.

Remarquable calcul ! Les socialistes sont de loyaux gestionnaires et deviennent les rois — eux aussi — de l'emballage. Mais sous l'aluminium, on reconnaît sans peine la camelote. Les noyaux durs vont devenir roses, s'il ne le sont pas déjà.

X B

## RÉFLEXION SUR LA JUSTICE

# Délinquance, justice ?

**J'** Ai été cambriolé. Ce ne fut certainement pas bien difficile. Une pauvre serrure, un fracas qui n'a pas dû inquiéter des voisins habitués à leur ration de bruits. C'est là qu'on prend conscience des effets négatifs de toute affirmation trop rapide. Que pèse le discours sirupeux de l'homme de gauche, humaniste bon teint, quand on est victime de la petite délinquance ? Il faut bien, pour se représenter ce qui est arrivé, doter les acteurs d'un visage. Or là, c'est souvent la passion qui impose ses images. Celles que nous rabâchons les médias, même si l'on croit les tenir à distance, celles qu'on entend chez son épicière. Celles du méteux sans foi ni loi rapportées mesquinement pour entretenir la conversation, se rassurer à bon compte.

### La délinquance

Non seulement l'affirmation béate que — mes biens chers frères — nous ne devons pas être racistes est inutile mais, si crûment, elle peut être néfaste. Celui qui la prononce n'habite certainement pas dans des quartiers où la délinquance est inscrite sur les murs, fait partie du décor.

N'être pas raciste parce que ce n'est pas bien de l'être et c'est tout, voilà un jugement si précaire qu'il suffit d'un rien pour que la position opposée ; ces Arabes sont tous des sauteurs, soit adoptée. Le discours conditionné, pré-digéré, prêt à servir fait le lit de l'irrationnel.

Si l'on sait que les partisans de l'emprisonnement, du refoulement des petits magouilleurs, voleurs pas tout à fait Gaulois sont confortés dans leurs refus par leur vécu, alors on ne peut se contenter de la sentence lenifiante « *Touche pas à mon pote* ». S'en contentera-t-il celui qui dit avoir vu ou entendu dire que ce sont les mêmes qui ne cessent de traîner tout le long du jour et des rues et ont piqué au magasin du coin, arraché l'oreille d'une passante et accessoirement sa boucle d'oreille ?

On ne peut pas se lasser de répéter combien est vide de sens le terme de race (voir entre autres Albert Jacquard ou Claude Lévi-Strauss dans *Race et histoire*) tant du point de vue biologique qu'anthropologique et que le prononcer est déjà (se) tromper.

Combien le racisme est la conséquence de l'esprit patriotique exacerbé par la guerre économique tant valorisée, une conséquence que l'on retrouve à chaque crise historique du capitalisme.

Mais cette image d'une délinquance qui serait le fait principalement d'une certaine partie de la population (si « *être Français ça se mérite* », je me demande parfois ce que j'ai fait pour mériter cela) n'est peut-être pas si fautive pour peu qu'on la précise et qu'on en tire les justes conclusions. Que représente économiquement, et pour chacun de nous, cette délinquance à côté de la délinquance en col blanc ? Châmet ou autres, seulement bronzés de retour de ski ou de la plage, la rédemption pour les capitaux qui avaient fui à toutes jambes l'arrivée de la gauche (c'est quoi ça ?) au pouvoir, les faux en écritures, le financement occulte ou connu — mais parfaitement illégal — de tous les partis politiques, les combines d'initiés en Bourse... Cette délinquance qui se compte avec tant de zéros que je ne peux les retenir parce qu'ils dépassent mes capacités d'imagination. L'affaire « Trucmuche » et l'affaire « Machin », on nous cache tout on nous dit rien.

J'ai été cambriolé. Et l'image que je me fais de mes démolisseurs prend pied dans la réalité des procès en correctionnel auxquels j'ai eu l'horreur de pouvoir assister. N'avez-vous jamais assisté à ces

sombres mascarades qui prétendent au titre de justice en exercice ? On y emmagasine assez de haine pour militer féroce contre ce type d'institutions.

### La mystification

Puant, dégueulasse, vil ? Indicible, il faut vivre ces heures folles d'où tout bon sens, toute conscience de l'homme sont évacués. C'est le huis-clos de l'irrationnel.

Mais tout est superbement fait dans ces pièces de théâtre tragiques pour qu'on y croit. « *Le procès représente une mise en scène paradigmatique de la lutte symbolique dont le monde social est le lieu* » (Bourdieu, *Actes...* n°64, p. 12). Regardons-le jouer avec quelque distance.

Laissons de côté le décor de la salle, qui pourtant participe pour beaucoup à la réussite de la mystification, et venons-en tout de suite aux protagonistes. Aujourd'hui une cinquantaine de personnes sont là. Pour une dizaine d'inculpés, vingt d'entre elles voient leur paye justifiée.

Les hommes de robe toisent ceux qui font face, sans distinction, de haut, avec condescendance. L'un d'eux sur le côté lit un journal posé sur ses genoux, sans autrement cacher son mépris de ce qui se déroule.

Au centre, le juge. D'où je suis, je m'aperçois que sa tête, ainsi, il me fait penser à un haut dignitaire ecclésiastique. Il se tient dans le plus grand fauteuil. Le vide, qui l'entoure, est un rempart qui le rehausse encore, il est loin de tout, à l'abri des contingences.

Parlez-vous dans votre cravate monsieur le président et à un petit micro malin dans la sole dissimulé, l'arrogance vous donnait-elle de la voix, votre parole était-elle respectée, portée par de ponctuels silences, l'architecture de la salle mettait-elle votre timbre en avantage ? Toujours est-il qu'on entendait le moindre de vos mots, et vos mots étaient de cette qualité, moindres et futiles. Quant aux figurants malheureux choisis pour vous donner la réplique, on avait bien du mal à les entendre. Vous les interrompiez sans arrêt, nombre de ces métèques ne maîtrisant pas votre langue s'enfonçaient dans de tortueuses tentatives d'explications. Leurs voix rendaient gorge devant le vernis imposant du décor, la majesté de façade de l'action. Des paroles malhabiles dont vous preniez plaisir à subvertir le sens en les plongeant dans un bain rhétorique délirant, paroles aux apparences par-là rapidement mensongères. Vous finissiez impatiemment des phrases trop laborieusement mises au monde. Ce faisant, ce n'était pas une aide aux inculpés mais une dépossession de leur liberté de parole. « *la révocation de leur construction spontanée des faits, de leur vision de l'affaire* » (Bourdieu, *ibid*, p. 9).

Le micro-mème, en mauvais état, les trahissait. Ainsi, il suffit que l'un ouvre la bouche, que l'autre soit exhorté à le faire pour que s'établisse une distance qui sépare ceux qui ont le droit à une parole toujours déjà légitimée et ceux qui ont le droit d'écouter.

Monsieur le président use et abuse du pouvoir que lui confère l'Etat. Il peut questionner l'inculpé sur tout et n'importe quoi, rien n'est hors de propos. « *Mais qu'alliez-vous faire chez cette demoiselle à une heure du matin ?* » Petit sourire polisson à l'adresse de ses coadjuteurs. Bien plutôt grimace de gros dégueulasse. Et ce n'est vraiment pas le moment de répondre : « *sa majesté désire-t-elle apprendre comment cette nuit-là je la baisais ?* », parce que le jour où, en effet, cette question de l'ordre moral et normatif sera posée par la

« justice » n'est pas si loin, il arrive à grand pas (d'outre-Atlantique).

Vous parlez et le marteau est le point qui ponctue chacune de vos phrases qui sonnent telles des sentences. Une parole posée et qui de là s'impose, un vocabulaire précis, recherché, souvent technique, parfois abscons pour ne pas dire moins. Votre classe sociale suinte de votre langage, et l'autre qui cherche comment se défendre apparaît naturellement d'une classe inférieure. L'avocat de la défense, ce pitre, c'est encore votre discours, votre classe de gens cultivés. On dirait qu'il est là pour traduire. Interprètes. Un autre de vos compagnons, le psychiatre de service, parlerait devant pareil cas, dans un décor inversé, de pathologie, de délire interprétatif.

### Sous les artifices

L'espace, hiérarchisé, met encore d'autres distances en place. Vous êtes haut, transcendez de votre fauteuil de cuir. Il est en bas, à vos

la peur qu'il inspire. Voilà une partie du décor. Otez tous ces artifices, il ne reste que la justice de classe, abjecte en plus d'être hypocrite.

Revenons à nos moutons, qui le sont bien malgré eux, écrasés par ce rouleau compresseur bureaucratique qui prend pour raison sociale « justice ». Portrait-robot de l'inculpé qu'on retrouve le plus souvent. Vingt, vingt-cinq ans, chômeur (ayant-droit ?), sans diplôme ni qualification reconnue, franchise basané. D'aucuns crieront « *Haro sur le beur !* » quand il ne faut y voir qu'une évidence ; ils sont les plus touchés par le désordre grandissant et décident de s'en sortir à leur manière plutôt que de baisser la tête ou de faire la manche, par la magouille.

Au procès, pour la plupart, ils sont désorientés, soumis, acceptant le rapport de forces qu'ils savent en leur défaveur. Sur le visage d'autres on pourrait deviner l'amertume et la fierté, cause toujours, j'en ai rien

plus fort qui a raison. Alors tu es fort et arrogant en face des autres démunis ou désœuvrés. Tu me plairais si tu allais chercher le fric là où il est, forçant trois serrures, déjouant le cap de l'interphone. Tu me plairais si tu jetais à la face du juge qu'au fond tu acquiesces à certaines de ses valeurs les plus chères, que comme tous ces nombreux pantins pommadés, déguisés, à l'indifférence méprisante pour le sort de l'autre, au paternalisme narquois, tu ne désires rien d'autre que la GTI turbo, le blouson de cuir véritable, la chemise Lacroute. Seulement voilà, si tu es parfaitement intégré à cette société qui a fait de la possession matérielle le bien le plus désirable, synonyme de bonheur, tu n'as pas les moyens de l'atteindre légalement.

Quand les besoins ne sont plus en harmonie avec les moyens, quand les premiers se développent sans limite, exacerbés par la poussée furieuse de la publicité, des discours qui imposent la juste et unique « way of life », tous les moyens



pièds. Il est debout, vous êtes assis et pourtant encore bien au-dessus de lui. Vous êtes donc un bien grand homme. Il est à plusieurs mètres de vous, à distance raisonnable. Peur des odeurs, d'actes violents ? Un immense bureau forme comme un mur et vous camoufle en partie, d'ailleurs peut-être en ce moment vous les touchez-vous ; il est désespérément isolé avec seulement devant lui un garde-fou constitué de barreaux — déjà ! — verticaux, sur lequel il peut poser ses mains dont il ne sait que faire, les effets de manche vous étant réservés, envolée lyrique du charognard. Il est à découvrir, chacun des murmures de son corps est épée.

Et vos vêtements ! Ah quelle parure grandiloquente à faire palir d'envie un curé. C'est là un de vos moyens minables pour inspirer une dignité que vos jugements sont loin de valoir. Et puis c'est l'uniforme,

à foutre, aussitôt dehors je recommence.

J'ai d'autant plus tendance à déceler ces sentiments que, pour avoir eu l'autre horreur de pénétrer de nombreuses fois dans une maison d'arrêt, les jeunes mis en chaîne pour crime contre les biens avec lesquels j'ai pu parler m'ont bien dit ou fait comprendre qu'ils avaient retenu la leçon. Aussitôt dehors, recommencer mais sans se faire piquer.

### Sur des rapports de forces...

Mais, inculpé, je ne puis te considérer sans impressions contrastées. Tu es plus proche du juge qui t'appréhende de si haut que du quidam que tu viens de braquer. Tu as compris que nous fonctionnons sur des rapports de forces, que c'est le

sont bons pour réussir. C'est l'anomie dont parle Durkheim, qui explique une part des suicides, crimes et autres révoltes.

Au moins, si tu volais pour manger ou pour emmerder les nantis, mais même pas. Tu participes ô combien ! au système de la consommation jubilatoire, organique. Quand dans la rue je croise ces regards implorants ou provocants, que me touchent les mains tendues des toujours plus nombreux adeptes de la manche, j'ai envie de leur dire, allez donc chercher l'argent où il repose, imposez-vous, vous et votre état d'abandon de toute fierté simplement humaine, de tous biens. Allez donc déranger ceux qui s'en tirent trop bien, vous présentez comme le côté pile qui leur permet de sauver la face. Voilà que les victimes de la crise du capitalisme ont honte de l'être. Charité chrétienne, mon cul.

## STOP AUX CRIMES LÉGALISÉS

# Egalité des droits

Ni désarmer ni s'impliquer dans le cercle vicieux de la délinquance, qui justifie aux yeux de tous les amalgames terroristes de toute sorte, la justice de classe. Foucault montre très bien dans un chapitre si puissamment politique et lumineux de *Surveiller et punir (illégalisme et délinquance)* le rôle socialement et politiquement instrumental que la justice fait jouer à la délinquance à l'égard des autres illégalismes. « La prison a fort bien réussi à produire la délinquance, type spécifié, forme politiquement ou économiquement moins dangereuse — à la limite utilisable — d'illégalisme ; à produire les délinquants, milieu apparemment marginalisé mais centralement contrôlé. » (p. 282).

Les procès, les acteurs, il faut les regarder de loin, prendre pour principe *a priori* de lecture la distance critique. Pour en finir, on ne doit pas quitter cette folle ambiance sans une touche de folklore. J'ai eu certains jours de la chance. Elles étaient là. Je veux dire les petites étudiantes en droit dans leurs jupes serrées. Les gars peut-être déjà fondus dans le décor ne m'ont pas tant impressionné. Il faut les voir noter avec application le déroulement des affaires. Pourquoi n'utilisent-elles pas les symboles de la mécanique, des poulies, des courroies, des roues aux monstrueuses mâchoires qui s'imbriquent, tout cela représentant le fonctionnement objectif et exact du mouvement qu'elles suivent. « Mesdemoiselles, on juge des hommes ici, l'oubliez-vous ? ». « Ah bon ? ». Plus tard, si elles travaillent bien, elles auront la même panoplie de Zorro, les mêmes feuilles de paye. A une question aussi complexe que : « qu'est-ce que la justice ? », on les sent capables de vous répondre « Le code pénal ». Où sont les vrais parasites de la société ?

De quel droit ces hommes se permettent-ils d'en juger, condamner d'autres ? La plus grande atteinte que puisse nous porter ces hommes en uniforme vient de ce qu'ils prétendent parler au nom de la justice, de la société, en tant que représentant de toi, de moi. Ils ne seraient que le lieu de passage de notre volonté, le moyen d'accomplissement de notre liberté ! Escrocs.

J'entends des voix (eh oui ! moi aussi) qui me disent, c'est bien malin tout cela, et après ? Eh bien ! il n'y a toujours pas de « sale mètre » dans ma bouche, de « attention chien méchant » à ma porte, non plus que de 220 volts aux barreaux de mes fenêtres. Je ne m'inscrirai pas à l'association auto-défense. Je ne rentrerai pas dans le champ juridique et policier afin de ne pas m'en faire client, les justifier.

Critiquer à bâtons rompus, avec méthode, l'ordre établi — il semblerait de tout temps — n'est plus aujourd'hui admis. Ce n'est pas constructif, c'est un jeu inutile, puéril, de la simple provocation s'entend-on rétorquer.

Erreur : « Le propre de l'efficacité symbolique est de ne pouvoir s'exercer qu'avec la complicité de ceux qui la subissent » (Bourdieu). Cette critique peut prendre une forme démonstrative rigoureuse pour être défendue auprès de ceux qui acceptent le débat.

Où la forme du pamphlet qui, loin du respect frileux, engendre le rire démythificateur, qui corode les certitudes, ridiculise sans prendre de gants.

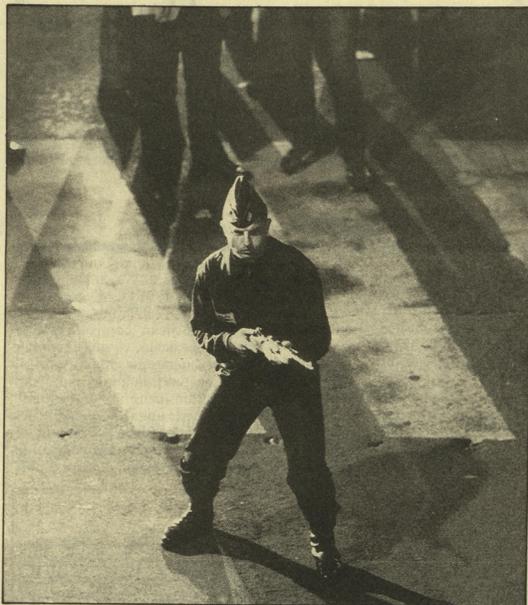
La critique peut faire tic-tac. Ou encore, comme le préconise Fourier, substituer à la critique la dérivation, la subversion par le contresens, l'esquive, susciter à l'intérieur même du système social un immense mouvement de désaffection.

**A**VEC le procès du policier meurtrier d'Abdel à la Cour-neuve (1) en cette fin novembre, ce sont les événements de décembre 1986 et le comportement de la police qui reviennent au devant de la scène. L'assassinat de Malik, par trois voltigeurs (corps créé spécialement pour ratonner les manifestants éparpillés) toujours non jugés, avait fait découvrir ce dont était capable un pouvoir politique pour arriver à ses fins. La police qui avait eu les coudees franches dès mars 1986 avec les déclarations de Pasqua justifiant les bavures, vu son rôle de contrôle social amplifié par les lois Pasqua de septembre 1986 (lois sur les contrôles d'identité et le droit au séjour des étrangers), est aujourd'hui un corps d'Etat gangrené par les idées et les pratiques xénophobes et sécuritaires.

### L'idéologie sécuritaire

Les bavures policières ne sont pas le fait du hasard ou de policiers « cow-boy », mais le résultat de la pensée et de la mise en pratique de l'idéologie sécuritaire qui a gagné l'ensemble des forces politiques dirigeantes au cours de ces dix dernières années. De la loi « Sécurité et liberté » de Peyrefitte sous le gouvernement Giscard, dénoncée en son temps par une partie de la gauche, à la loi Pasqua, c'est tout ce qui permettait au citoyen (français, car pour une partie de l'immigration le régime du non-droit a toujours existé : aujourd'hui il a été amplifié) d'avoir quelques droits et à la police quelques devoirs qui s'est écroulé. Aujourd'hui, le sens unique est de règle.

Les bavures se sont succédées : Loïc, Malik, William, Abdel, Ali, Pascal, et Malika depuis mai 1988 sans que ne soit remise en cause l'impunité dont jouissent les policiers flingueurs. Il suffit pour cela de prendre le cas du policier Burgos, assassin de Loïc Lefebvre, qui s'est encore illustré il n'y a



Gilles Burgos.

Crimes, bavures, mais aussi criminalisation des milieux rocks, antifascistes et antiracistes par des enquêtes policières. De l'affaire Black War où 23 personnes sont interpellées pour être relâchées dans les 48 heures, sans aucune inculpation, à l'interpellation d'un militant antifasciste marseillais pour qu'il serve d'indoc, en passant par la perquisition dans les locaux d'un groupe rock à Saint-Etienne (2), c'est plusieurs affaires de ce type qui ont eu lieu ces derniers mois pour, coller l'image de « terroristes » aux jeunes qui s'organisent de manière autonome dans les SCALP ou autres collectifs antiracistes et antifascistes.

expomentielle qui ne peut qu'inquiéter. La circulaire du 24 octobre de M Verbrugghe, préfet de Police de Paris, était à ce sujet assez claire : les pratiques racistes, inadmissibles en elles-mêmes sont encore plus « intolérables » et « choquantes » quand elles émanent de fonctionnaires de police. Tout de suite après cette déclaration, deux policiers ont été suspendus de leurs fonctions. Espérons que cela ne restera pas sans suite...

### Rien n'a changé

Lorsque Deleplace dénonçait le rôle de la police dans la répression des manifestations étudiantes, il avait reçu le soutien de la gauche qui s'était alors aussi soulevée contre de tels agissements. Aujourd'hui, rien n'a changé et pourtant le ministre de l'Intérieur, M Joxe, semble plus préoccupé par « la chasse aux Basques » que par les bavures policières et le comportement général de la police, le fichage, les interpellations ou les violences faites à l'encontre de militants antifascistes ou antiracistes.

Le gouvernement social-démocrate et centriste de Rocard sera celui de 1993, qui verra la concrétisation de l'Europe par l'ouverture des frontières, une Europe encore une fois basée sur l'exclusion et la répression des populations défavorisées (immigrés, jeunes, précaires...). Sur ce sujet aussi, il s'agit de construire une Europe solidaire et ouverte.

Le 3 décembre, nous manifesterons pour toutes ces raisons-là et bien d'autres pour que se développe un mouvement qui refuse les logiques d'exclusion, de racisme et de peur, pour l'égalité des droits, l'abrogation des lois Pasqua-Pandraud et pour que soit mis un terme aux crimes légalisés (bavures).

### Les Apaches

Manifestation le 3 décembre 1988. 14 heures, place de la Sorbonne, à Paris.

(1) Savray, le policier meurtrier, a été condamné à 7 ans de prison ferme pour homicide volontaire avec circonstances atténuantes !

(2) Dernière minute : la police a effectué deux rafles, mardi 23 et jeudi 25 novembre, dans les milieux qui luttent contre l'enfermement.



pas si longtemps par le gavage d'un restaurateur. L'analyse du glissement opéré tant d'un point de vue idéologique que des pratiques de ce corps d'Etat, passant de la notion « d'assurer la sécurité publique » à la notion d'ordre public (plus que floue) et d'ordre social avec quadrillage de la société civile, ne pourrait se faire qu'avec une volonté politique qui n'est pas à l'ordre du jour aujourd'hui. Les commissions Bonnemaison créées sous la gauche associant pouvoirs et acteurs municipaux, ainsi que pouvoirs publics (police...), pour essayer de régler par la prévention les problèmes de la délinquance buteront toujours sur les causes qui l'entraînent : chômage, précarité, désocialisation, manque de lieux culturels, logements insalubres, etc. Et la police se trouve confortée dans ses tâches de répression.

Si on sait bien que le Front national a de multiples relais dans les appareils de répression de ce pays (justice, prison, police), que les syndicats de policiers tel que la FPIP ne sont que racisme et haine de la démocratie, ces vagues d'interpellations de militants sont le fruit d'un pouvoir policier et politique toujours en mal de trouver de quoi alimenter les médias en matière de sensationnel sur une renaissance d'un terrorisme à la française. Le résultat en est un fichage, un contrôle et l'idée d'installer la peur et la suspicion dans les milieux qui aujourd'hui n'acceptent pas l'ordre établi. Quant aux violences des skins et des racistes, elles bénéficient de la part de ces mêmes institutions d'une certaine mansuétude... Il faut dire que l'affichage de tracts et de journaux racistes a suivi ces dernières années une courbe

## NOUVELLES DU FRONT

### • RAFALE...

Front syndical uni pour défendre l'avion de feu pépé Dassault. La fédération FO de la métallurgie l'a encore précisé récemment : c'est l'avion qu'il nous faut ! Tout en indiquant : « il faut rechercher des coopérations avec d'autres industriels, avec d'autres pays, c'est une des conditions pour la construction et la vente de cet avion ». Le hic, c'est que Dassault a justement profité en juin 1985 du désaccord flagrant des divers ministres européens sur les caractéristiques d'un avion de combat commun. Alors, avec qui coopérer ? Taiwan, peut-être...

### • FANTÔMES MILITAIRES.

On se souvient, lors de manœuvres communes, de la fracassante annonce de création d'une brigade franco-allemande. Quelques mois plus tard, au lieu des 4 200 trouffions bilingues devant composer en principe ce nouveau corps (dès octobre 1990), il n'existe qu'un corps de 30 soldats français et 22 allemands s'ennuyant ferme. Espérez-vous qu'ils se reproduisent ?

### • NOUVELLES DE LA CSR.

le répondeur antimilitariste change de numéro à partir du 1<sup>er</sup> décembre. Pour avoir des infos, il faut dorénavant appeler le (16.1) 45.65.95.25.

### • PROCHAIN PROCÈS.

Laurent Gaillard (objet de l'insoumission) sera, le 8 décembre, à la 16<sup>e</sup> chambre du Palais de justice de Paris. Le 9 décembre aura lieu, devant le ministère de la Solidarité (8, avenue de Ségur, Paris 7<sup>e</sup>), un rassemblement antimilitariste en soutien aux objecteurs. A 10 heures précises !

### • LUCHAIRE STORY.

Le juge Legrand, chargé de l'instruction, vient de boucler son dossier. Procès ou non-lieu, « that is the question » ? Relance de l'affaire ou étouffement ? On y réfléchit ! Les militaires, eux, n'ont rien à craindre : alors qu'on les rencontre à tous les tournants du dossier, aucun n'a été mis en cause. La grande muette continue d'être la grande innocente. Un article du *Canard enchaîné*, dans le numéro du 23 novembre, s'attache à relever les traces de l'armée dans ce faux-vrai trafic d'obus en direction de l'Iran. A lire !

### • ATTITUDE.

Bruno Guilleré, condamné le 14 juin à 12 mois ferme par le tribunal d'Amiens (voir *Monde libertaire* n° 709) pour « persistance imbécile (sic) de son refus d'exécuter ses obligations », a fait appel. Nouveau jugement le 25 octobre : peine confirmée. Les juges persistent dans leur attitude... que nous ne qualifierons pas ! Le procureur semblait voir en notre camarade un dangereux personnage « portant atteinte à la souveraineté de l'Etat, troublant l'ordre public ». Rien de moins.

Georges HOST

Un service régulier et pratique d'abonnement

## PÉROU

## Interview d'un ex-dirigeant politique et syndical

— Groupe de la Fédération anarchiste de Nantes : *Quelle a été la place du mouvement libertaire au Pérou ?*

— Manuel : Le destin du mouvement libertaire est très lié au mouvement syndical, car au Pérou, comme partout en Amérique latine, celui-ci a été fondé par des libertaires et a hérité des structures organisationnelles de l'anarcho-syndicalisme des années 1920. A l'heure actuelle, les syndicats sont plutôt considérés comme des courroies de transmission des partis les plus influents de la gauche, notamment le PC qui contrôle la CGT. Il y a d'autres confédérations, plus petites, et il reste néanmoins quelques organisations où les libertaires sont implantés : par exemple la Fédération des boulangers-Etoile du Pérou (de la CGT), fondée en 1906. Il y a eu aussi des mouvements libertaires plus politiques sous Velasco (1), comme le Groupe socialiste-libertaire qui soutenait les expériences autogestionnaires et les coopératives.

A ce propos, le mouvement coopératif est très important au Pérou. Il y a la plus grande coopérative de consommation d'Amérique latine, qui doit compter maintenant près d'un demi-million d'adhérents. Mais elle est si grande, qu'elle marche plutôt comme une banque, une grande entité financière, que comme une entité sociale ou culturelle. C'est une banque où les Péruviens pauvres apportent leur épargne et demandent un petit crédit afin de s'acheter un poste de télévision, parfois une voiture.

Dernièrement sont apparus des groupes musicaux qui se réclament du mouvement libertaire. Mais il y a une telle atmosphère de violence politique, qu'en ce moment il n'y a pas les conditions pour un essor des idées anarchistes. A l'opposé, dans les universités, on apprend le marxisme-léninisme, qui est un cours obligatoire. On y apprend le matérialisme historique, dialectique, l'économie marxiste-léniniste. Dans les écoles aussi les professeurs font une propagande ouverte ! On peut parler de monopole absolu des communistes autoritaires au détriment des libertaires.

— Gr. FA : *Peux-tu nous parler du mouvement syndical péruvien ? Quel a été son poids sur la politique péruvienne ?*

— M : Des années 60 aux années 70, la Confédération des travailleurs du Pérou (CTP) était la plus importante. Elle était contrôlée par l'APRA (2) et liée à l'ORIT (Organisation régionale inter-américaine des travailleurs, financée par la CIA). Le PC et la gauche militaient dans cette structure. Petit à petit, ils semblaient avoir de l'influence sur plusieurs syndicats, ce qui a entraîné un débat au sein du PC, entre ceux qui ne voulaient pas rompre avec la CTP (pour une centrale unique, maintien à la base...) et les autres. A l'époque de Velasco, se sont créées les conditions pour fonder une nouvelle centrale. Elle a pris pour nom : CGT, et bientôt, elle a rendu la CTP quasi inexistante. La CGT compte maintenant un million d'adhérents contre 20 000 à la CTP.

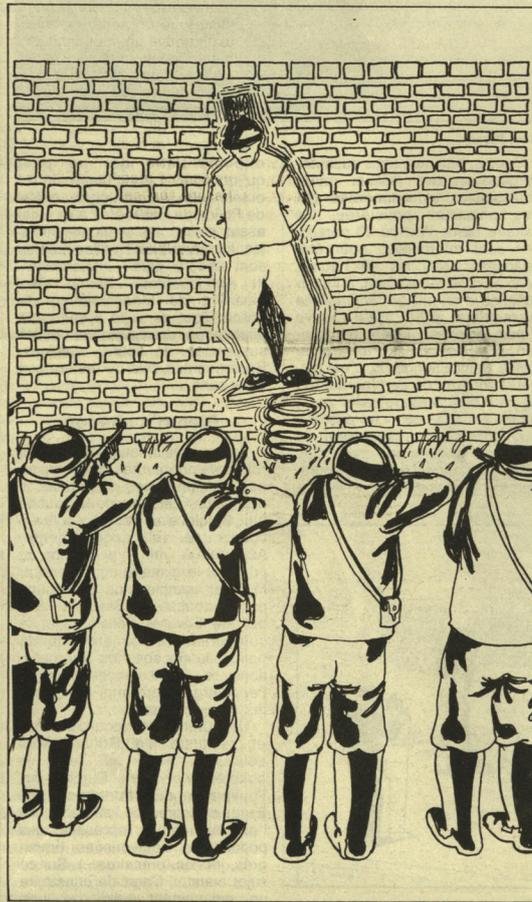
Le président Velasco a reconnu presque 2 000 syndicats. Il faut dire qu'au Pérou, c'est différent d'ici. Là-bas, chaque usine a un syndicat indépendant avec une direction, un secrétaire général, un secrétaire de l'organisation, de la propagande, etc. Tous les syndicats d'une même branche constituent une fédération, ceux d'un département, d'une union locale et les fédérations et les unions locales constituent la confédération. C'est, d'une certaine façon, une structure héritée de l'anarcho-syndicalisme. Je crois qu'ici, ce sont l'union locale et l'union départementale qui désignent les délégués. Au Pérou, c'est

Cet été, le groupe de Nantes de la Fédération anarchiste a rencontré Manuel, un ex-dirigeant politique et syndical péruvien de passage en France. Nous vous proposons un aperçu de l'interview de plus de deux heures que le groupe a réalisée, l'intégralité des propos de Manuel devant donner lieu à l'édition d'une brochure. Bien que Manuel fasse l'impasse sur le rôle sanglant joué par le Sentier lumineux au Pérou, les lignes que nous publions ci-dessous donnent un aperçu des forces syndicales et politiques en présence sur le terrain social.

## La rédaction

la base qui élit la direction par des votes à bulletins secrets, de même pour les délégués à la fédération de branche ou à la confédération. Cela leur donne un pouvoir et une force plus importants. C'est pour cela qu'en 1977, sous Bermudes, il y a eu une grève générale de 24 heures à caractère insurrectionnel qui a poussé le gouvernement à fixer une date de rentrée aux casernes pour les militaires. Mais, pendant ce

— M : Oui, il y a eu des échanges. Face à l'ORIT, s'est montée une organisation latino-américaine malheureusement contrôlée par le PRI (3) mexicain, ce qui la rendait très bureaucratique. Maintenant, il existe des coordinations entre des organisations mais non une centrale latino-américaine. Par exemple, les syndicats d'obédience communiste sont liés directement à la Fédération syndicale mondiale ; et ceux d'ob-



temps, ils en ont profité pour réprimer et licencier plus de 10 000 dirigeants syndicaux. Pourtant, le mouvement syndical a surmonté cette répression en trois à quatre mois et il a fait jusqu'à maintenant environ quatorze ou quinze grèves générales très suivies. Celles-ci ne durent que 24 ou 48 heures et ne résolvent pratiquement rien. Les ouvriers d'ailleurs sont fatigués de ces grèves qui provoquent des morts et des arrestations mais ne font jamais aboutir leurs revendications. Maintenant, ils s'orientent plus vers une grève générale illimitée qui déboucherait sur une insurrection populaire que sur des grèves générales de 24 heures, qui ne servent que de soupapes au mécontentement des travailleurs.

— Gr. FA : *Les syndicats ont-ils des relations avec d'autres syndicats sud-américains ?*

dience démocrate-chrétienne ont aussi, je crois, une centrale mondiale dont le siège est en Allemagne. Il existe maintenant des syndicats anarcho-syndicalistes en Uruguay et au Brésil qui sont plutôt liés à l'AIT.

S'il n'existe pas de centrale combattive et révolutionnaire, cela est dû aux divergences entre les confédérations. La CGT argentine est péroniste, la CUT chilienne qui vient de se reformer est, elle aussi, différente... De même la Confédération sandiniste, qui aurait pu être l'axe d'une organisation continentale. Il faut noter que la révolution nicaraguayenne n'a pas eu le même impact que celle de Cuba. Toutes ces différences expliquent qu'il n'y ait pas encore de centrale latino-américaine.

— Gr. FA : *L'influence de l'anarcho-syndicalisme (dans les structures organisationnelles) est-elle encore présente dans les pratiques militantes des travailleurs du Pérou ?*

— M : Au Pérou, il y a une tradition très poussée d'action directe. Quand je travaillais dans une banque, nous menions la vie impossible aux « jaunes ». Durant les grèves générales, de la dynamite avait été posée sur des ponts où les cars de police passaient pour réprimer les grévistes. Des gens avaient fait des trous dans la terre pour que les chars tombent dedans. Il y a des photos où l'on voit des grévistes en train de désarmer des policiers isolés.

— Gr. FA : *Existe-t-il un mouvement syndical paysan ? A-t-il le soutien d'une partie du clergé ?*

— M : Les paysans sont organisés dans deux confédérations de gauche : la Confédération du Pérou et la Confédération nationale agraire ; et ils participent aux grèves générales ouvrières en coupant des routes par des barrages.

Il y a, au Pérou, une discussion entre les partisans de l'occupation des terres et les autres. Avant, le Sentier lumineux (les groupes maoïstes) s'opposait toujours à l'occupation, ne la concevant que comme une action de guérilla. Maintenant qu'ils sont des guérilleros avertis, ils impulsent ces mouvements.

— Gr. FA : *Entre le mouvement paysan brésilien (appropriation des terres, heurts avec des hommes de main) et celui du Pérou, il y a donc une différence de stratégie ?*

— M : Oui, ce sont deux stratégies différentes. Dans des endroits reculés, il y a aussi une organisation paysanne : les « Ronda », qui n'est pas contrôlée par le Sentier lumineux. Cette organisation comprend des groupes d'auto-défense. Ils luttent contre les voleurs, dont certains sont financés par des grands propriétaires terriens. D'ailleurs, ces derniers, sous prétexte de lutte antiterroriste, essaient de récupérer des terres qui ont été affectées à des paysans lors de la réforme agraire de Velasco.

— Gr. FA : *Pouvez-vous faire une présentation d'Alan Garcia ?*

— M : C'est un militant apriste de l'APRA (centre-gauche, bien qu'à l'origine anti-impérialiste violent). Avant son élection, l'APRA a essayé de se refaire une image de parti populaire et anti-impérialiste. Cela lui a permis de gagner les élections avec 53% des voix.

— Gr. FA : *L'APRA est-elle réellement populaire, ou a-t-elle bénéficié d'alliances ?*

— M : Il n'y a pas eu d'alliance. La gauche a participé aux élections avec Alfonso Barrantes comme candidat (25% des voix). Si l'APRA a gagné, c'est parce que Garcia a promis la résolution des problèmes éco-

nomiques et politiques. Face à Belaunde, Garcia avait déclaré qu'il fallait combattre la guérilla avec des méthodes propres à la démocratie, en respectant les droits de l'homme. Dans les dernières années de Belaunde, on ne faisait plus de prisonniers ! Celui qui tombait dans les mains de l'armée était torturé et tué ! Garcia, lui, voulait une guerre « propre ».

Il était connu aussi comme député sous Belaunde. Mais maintenant, personne ne mettrait un sou sur lui. Certaines personnalités politiques demandent même sa démission, car la politique qu'il mène est plus catastrophique encore que celle de Belaunde ! Les médicaments ont augmenté de 340% ! La tuberculose, une maladie assez répandue au Pérou, est difficilement soignable maintenant avec cette hausse des prix. Sa popularité et celle de l'APRA sont au plus bas. Pour combattre la guérilla, des militaires apristes ont formé un escadron de la mort, le « Commando Rodrigo-Franco » (apriste tué par le Sentier lumineux). Cet escadron a assassiné un avocat, Manuel Febres, le 28 juillet, dynamité la sépulture d'Edith Lagos, une guérillera du Sentier lumineux, à Ayacucho, ce qui a provoqué une grève générale de trois jours dans cette ville, enfin, les trois militants Tupacamaros disparus ont certainement été liquidés par ce commando.

— Gr. FA : *Quelles sont les perspectives pour le Pérou ?*

— M : Tous les partis de la gauche électorale se sont regroupés dans un « Front de la gauche unie », et ils sont en train d'organiser des groupes paramilitaires. On peut parler un peu d'un « Front Farabundo-Martí », comme au Salvador, pour compenser la force du Sentier lumineux. Celui-ci a d'ailleurs déclaré que si la gauche acceptait la lutte armée, il serait d'accord pour dialoguer.

La situation peut tourner à la guerre civile. Des partis très réformistes, comme le Parti socialiste-révolutionnaire qui groupe notables et révolutionnaires en retraite, sont même d'accord pour la lutte armée comme moyen de changer la société. Alors qu'au Chili, ils prêchent le retour à la démocratie et quelques réformes, au Pérou, le bouleversement total du système est à l'ordre du jour. Comme il n'y a pas de mouvement libertaire, autogestionnaire, puissant, le Pérou peut basculer dans le socialisme autoritaire. Mais il faut faire aussi confiance à la spontanéité des masses qui peut imposer des choses aux appareils.

(1) Général péruvien qui prit le pouvoir en octobre 1968 par un coup d'Etat.

(2) Alliance populaire révolutionnaire américaine.

(3) Parti révolutionnaire institutionnel.

## Communiqué

Les associations nantaises sous-signées (1) dénoncent à l'opinion publique les agissements des escadrons de la mort péruviens qui se cachent sous l'appellation du « Commando démocrate Rodrigo-Franco ». Cette organisation d'extrême droite a émergé pour pallier à l'échec de la police dans sa politique de répression de la révolte d'un peuple à la recherche d'un changement social radical. Le « Commando Rodrigo-Franco » a déjà revendiqué diverses actions comme l'assassinat de l'avocat Manuel Febres, le 28 juillet dernier, et le dynamitage, à Ayacucho, de la tombe de la guérillera Edith Lagos qui jouit au Pérou d'un immense prestige. Dernièrement, il circule au Pérou une liste de 12 000 noms de personnes menacées (dirigeants syndicaux, intellectuels de gauche, prêtres ou plus simplement militants de base). Parmi ceux-ci, figure le père Jean Mondet Isnard, prêtre d'origine française résident depuis 30 ans au Pérou. La lettre qu'il a reçue comporte également des menaces contre des Péruviens exilés en France. Nous demandons au gouvernement français qu'il agisse auprès de son homologue péruvien pour que cessent les atrocités commises par l'escadron de la mort et les massacres des paysans.

(1) Ligue des droits de l'homme, Comité France-Amérique latine, Comité Pérou-Solidarité.

## ESPAGNE

## Le Christ, le juge et la CNT

**F**ORCE est de constater partout dans le monde la recrudescence de la domination religieuse. De tous temps, le dogmatisme a tenté d'influencer le cours des siècles, par la force (massacres passés et actuels au nom d'une quelconque religion, catholique, islamique, etc.) ou par les discours (les déclarations papales concernant maints problèmes de société, tels l'avortement, le mariage, etc.). Nous avons toujours subi la violence de la part de ceux dont le dieu prêche amour, fraternité et tolérance. Très récemment, une puissante société pharmaceutique a dû reculer devant les saintes protestations à propos de la pilule abortive. Tout récemment encore, les très officielles demandes d'interdiction de deux films (celui de Chabrol, *Une affaire de femmes*, et celui de Scorsese, *La dernière tentation du Christ*) puis — suite au refus de la justice d'obtempérer — les attentats que l'on sait, sont la preuve que le tolérant n'est pas celui qu'on dit.

Tout près de nous, en Espagne, la justice a suivi l'Eglise en condamnant deux militants de la CNT-AIT à quatre mois de prison pour avoir... plaisanté sur la religion ! Une chose a quand même changé : en d'autres temps, c'était le bûcher !

## Le blasphème

En 1987, un comité composé du collectif « dynamite », de la CNT-AIT, de la revue *Stop control* et de quelques individus, décide d'organiser une fête athée en pleine « semaine sainte », le 10 avril, à Saragosse. La CNT se chargea de solliciter les autorisations nécessaires à cette manifestation publique.

Plus de cent personnes y participèrent. On s'y amusa beaucoup : déguisés en bonnes sœurs, en curés, en moines... en Christ (la croix adossée à un baril de vin), les participants formaient une procession dont le thème en gros était : « Dieu est amour, sexe, liberté et diversion ».

Un mégaphone installé dans la voiture de tête donnait le ton : « curé ou bonne sœur, un bon boulot », « je chie sur Dieu tous les jours », « les cathos au lions », « curés et police, même cochonnerie », « la religion est une malédiction », « la Vierge de Pilar au travail », etc.

Aucune pancarte d'organisation, seulement des tracts, des déclarations d'athéisme, et le mot d'ordre de la CNT-AIT : « Laissez venir à moi les "papas" » (1).

## L'anathème

La manifestation provoqua stupeur et indignation parmi beaucoup de passants qui — n'écouter sans doute que leurs bons sentiments chrétiens — s'écriaient : « ils n'ont pas le droit », « dans une autre époque, on les aurait fusillés », ce en quoi ils avaient parfaitement raison...

D'autres, quand même, trouvèrent la démonstration amusante et déclarèrent qu'« il était temps de faire ce genre de choses ». Pour l'anecdote, un participant s'est fait dérober son crucifix par un fanatique de la breloque, indigné par tant de blasphèmes, qui put d'ailleurs s'enfuir tranquillement avec l'objet du délit, protégé par la police.

C'est avec grand empressement que cette police s'amena sur les lieux, suite aux appels lancés par les grenouilles de bénitiers scandalisées et horrifiées. Aucun incident ne fut « malheureusement » à déplorer et personne ne fut arrêté.

## La vengeance

Quelques heures plus tard, la police survoltée, chargée brutalement le public d'un concert punk.

Une manière comme une autre de montrer qui fait la loi dans ce pays, nom de Dieu !

Bien que la manifestation se fut terminée sans arrestation, le scandale a été si grand (par presse et radio interposées) qu'il fallait à tout prix des boues émissaires. Un journal local est allé jusqu'à publier l'immatriculation de la voiture en tête de la manifestation !

Si bien que, quelques temps après les événements, la police est allée chercher chez eux deux militants de la CNT-AIT : M Joseba et F Telesforo, le premier pour avoir conduit la voiture au mégaphone et le deuxième pour avoir été celui qui demanda l'autorisation de la manifestation, sans tenir compte une seule minute du fait qu'il n'était pas à la manifestation, puisqu'il était au travail ce jour-là !

L'accusation a d'abord été celle de « scandale sur la voie publique », puis elle est devenue « plaisanterie sur une confession religieuse ».

## Le procès

Plus de cent personnes assistaient au jugement le 6 février 1988. Joseba fut dénoncé par le tribunal comme étant le meneur et le responsable des injures, et Telesforo fut accusé d'avoir été au courant du contenu des tracts distribués par la CNT. Ces tracts disaient en gros comment les divers dieux qui prétendent exister étaient nés du men-

assistants s'en allèrent joyeusement vers la basilique d'à côté (celle de Pilar) en criant qu'ils châtiaient sur Dieu et que la Vierge aille au travail...

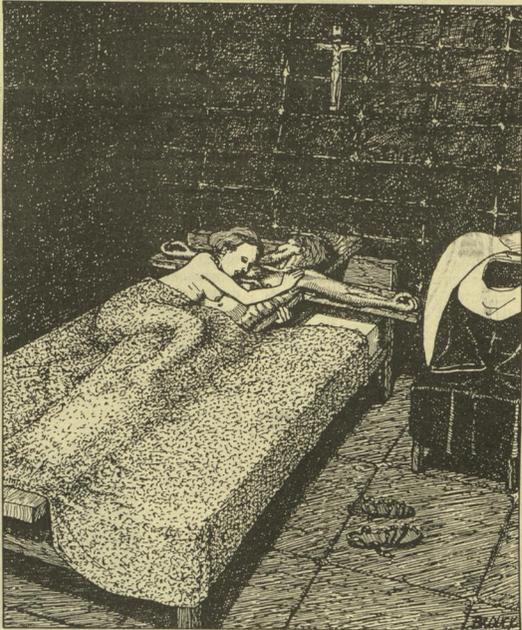
Joseba fut condamné à titre personnel et Telesforo, en tant que représentant de la CNT-AIT, fut... absent. Le procureur fit appel, l'avocat de la défense aussi.

## La sentence

Finalment, en juillet 1988, Telesforo fut condamné et la condamnation de Joseba fut maintenue : quatre mois de prison chacun. En outre, le texte de la CNT a été condamné en tant qu'injure envers la religion catholique.

En plus des quatre mois, les deux accusés se sont vus interdire pendant le temps de leur condamnation tout accès à une quelconque responsabilité publique et au bureau de vote. Déchus de leurs droits civiques pour avoir insulté Dieu ! *Me cago en dios !*

La CNT-AIT organise actuellement une campagne de soutien pour ces deux compagnons, mais il serait bien étonnant que le pouvoir passe l'éponge. L'Opus Dei n'est pas morte en Espagne. Il faut souligner la détermination et le courage des deux compagnons, soutenus par leur organisation, alors que, bon nombre d'individus présents lors de l'assemblée du comité en 1987 se sont démobilisés.



songe et qu'on les maintenaient vivants par le truchement d'une manipulation honteuse des croyants ; l'Eglise catholique y était dénoncée comme la complice éternelle des rois et des dictateurs, pratiquant l'inquisition, usurière et propriétaire de biens fabuleux.

L'audience fut assez mouvementée car la lecture par le procureur des actes d'accusation provoqua maints fous rires dans la salle, que le juge menaça quatre fois de faire évacuer !

Quand le juge demanda aux deux accusés ce qu'ils avaient à déclarer, Telesforo proclama son innocence en vertu du fait qu'il n'avait pas été prouvé l'inexactitude des faits énoncés dans le tract, et Joseba dit qu'il ne croyait pas en l'impartialité d'un tribunal qui officiait sous ce « monsieur pendu au-dessus de la table », faisant référence au crucifix accroché au mur. Cette fois-ci, le juge fit évacuer la salle. Et les

En guise de conclusion, la complexité dans cette affaire entre l'Eglise et la justice est évidente. La CNT dénonce les pratiques néo-inquisitionnaires d'un Etat en théorie a-confessionnel. La condamnation — même si les accusations ont été agrémentées d'arguments juridiques — est une décision politique. Il s'agit sans doute d'un précédent qui fera réfléchir à l'avenir ceux que leur anticléricalisme chaotouillera. Laissons le mot de la fin à la CNT-AIT : « C'est un coup de plus qui rendra la majorité silencieuse et démobilisée de ce pays encore plus silencieuse, qui lui ferme la gueule au moyen de la peur ».

Martine BOURY  
(informations tirées de « Solidaridad Obrera » n° 194)

(1) Jeu de mots sur « papa » qui signifie à la fois pape, papa et naissance.

## BELGIQUE

## Répression

**C**HANTAL PATERNOSTRE est condamnée à 5 ans de prison ferme. Un verdict lourd, asséné par un jury répressif qui n'a pas jugé un individu mais a fait un procès d'opinion contre le terrorisme. Que s'est-il passé ?

Chantal Paternostre a été arrêtée le 15 août 1985. Elle a été inculpée de tentative de destruction d'édifice au moyen d'explosif (il s'agissait d'une tentative d'attentat contre les ACEE, à Drogenbos, en juin de la même année). Cette tentative a été revendiquée par le FRAP (Front révolutionnaire d'action prolétarienne). Le dossier d'inculpation était tellement vide de faits précis, que le pouvoir judiciaire fut obligé de trouver une autre inculpation pour maintenir la détention de Chantal Paternostre : on lui colla l'inculpation fourre-tout d'« association de malfaiteurs » en décembre 1985.

Pour la justice, il s'agissait de prouver que Chantal Paternostre avait loué un appartement où on avait trouvé un capuchon de détendeur identique à celui utilisé lors de la tentative d'attentat, et où on avait trouvé un verre avec les empreintes de Chantal Paternostre. De fait, Chantal Paternostre était venue plusieurs fois dans cet appartement pour y voir une connaissance récente rencontrée par hasard, un certain Michel qui a disparu depuis. Elle préparait avec lui quelques brèves pour l'émission de Radio Air-Libre, que Chantal animait. Tous ces faits ont été déclarés librement par Chantal et furent évidemment retournés contre elle.

## Un scénario obscur

Par ailleurs, la police a construit un scénario obscur, sur la base d'un procès-verbal, et selon lequel Chantal Paternostre se serait rendue dans un autre appartement où les enquêteurs ont découvert une infrastructure commune à plusieurs personnes recherchées en Belgique et en France. La police soutenait qu'un fragment d'empreinte décelé sur une tasse, qu'elle prétend avoir trouvée dans cet appartement, pourrait correspondre à celle de l'annuaire droit de Chantal Paternostre. Celle-ci conteste immédiatement être passée dans ce lieu. Ces deux « preuves », contestables en soi, sont les seuls éléments sur lesquels l'accusation puisse se fonder.

Chantal Paternostre fut d'abord détenue en régime normal à la prison de Forest et puis, sans explication, mise à l'isolement total pendant sept mois. Détenu(e) « dangereuse » elle est changée régulièrement de cellule, parfois plusieurs fois par jour. En septembre 1986, le dossier n'ayant pas avancé, Chantal Paternostre est relâchée sans plus d'explications.

Pour comprendre cet acharnement, il faut se rappeler l'ambiance de l'époque. Cela faisait plusieurs mois que l'attentat avait eu lieu et personne n'avait été encore arrêté... On se dirigeait alors vers des milieux catalogués d'extrême gauche.

Chantal Paternostre animait une émission particulièrement acide sur Radio Air-Libre. Sous prétexte d'une hypothétique information « anonyme », on pouvait commencer à monter tout ce spectacle, car une militante qui se définit anarchiste est donc une poseuse de bombes, d'où la suite « logique » d'une instruction pour laquelle l'accusée est a priori coupable.

Le spectacle reprend en mars 1988, quand un expert en écriture remet au magistrat instructeur un rapport concernant la signature d'un bail d'un studio en attribuant la signature, « selon une forte pro-

babilité », à la main de Chantal Paternostre et ceci bien que, lors d'un premier examen en juillet 1986, ce même expert ait assuré qu'« il n'y a pas de raisons techniques suffisantes » pour admettre que la signature émane de la main de Chantal Paternostre ! De même, le propriétaire du studio désigne la photo de Chantal Paternostre comme celle qui se rapproche le plus de la personne ayant signé le bail, mais refuse une confrontation. C'est sur la base de ces deux « preuves » qu'on accuse Chantal Paternostre d'avoir loué « une planque des CCC » (Cellules communistes combattantes). C'est ainsi que s'est faite la jonction de deux dossiers qui seule a permis de faire un procès à la FRAP, dont aucun membre n'a été identifié ni a fortiori arrêté. C'est d'autant plus aberrant que Chantal n'a jamais cessé de revendiquer une identité politique différente de la FRAP et des CCC. Cette jonction des dossiers a permis à la justice de faire traduire Chantal Paternostre devant la cour d'assises, où un procès en appel est impossible !

## Comme dans un mauvais film

Encore quelques mots sur la manière dont le procès a été mis en scène.

On a fait construire une cage spéciale de verre blindé, grotesque dans la salle d'audience, uniquement pour impressionner les jurés, la presse et l'opinion politique. Chantal Paternostre a été arrêtée trois jours avant le début du procès, ce qui a rendu la préparation quotidienne du procès plus difficile, pour ne pas parler des effets physiques et psychologiques : pas de possibilité de parler avec quelqu'un d'autre que ses avocats, impossibilité de dormir puisque les gardiennes allument la lumière toutes les heures, impossibilité de prendre des repas chauds, séjour dans un cachot froid pendant les heures d'attente entre les séances.

Le public qui venait assister aux audiences a été soumis à des fouilles corporelles humiliantes et des contrôles d'identité avec fichage. Procès à grand spectacle donc, procès politique : n'oublions pas que Luc Van Acker, militant libertaire également, s'est vu condamné à la même peine que Chantal. Les quatre membres des CCC, sans considération des différences qu'il y a entre eux, ont été condamnés aux travaux forcés à perpétuité.

Pendant le procès, comme pendant l'instruction, jamais Chantal n'a bénéficié de la présomption d'innocence : c'était à elle de prouver qu'elle n'était pas coupable, et non à la justice de trouver la vérité.

A tous ceux que cela écœure : manifestez votre solidarité avec Chantal en écrivant à *Alternative libertaire*, 2, rue de l'Inquisition, 1040 Bruxelles. Nous publierons l'adresse de Chantal dès que l'on saura dans quelle prison elle subit sa peine.

## Relations internationales

Sources : *Alternative libertaire* n° 102 de septembre 1988 et n° 104 de novembre 1988.

Un service régulier  
et pratique  
l'abonnement

## CHINE

## Il y a dix ans : « le Printemps de Pékin »

« **L** A société humaine, de même que l'univers est faite de pluralité et non d'unité ». Ce texte, extrait de la revue *Exploration* animée par Wei Jingsheng, peut servir de raccourci pour expliquer ce mouvement de contestation des jeunes chinois rejetant le maïsisme et exigeant les libertés démocratiques fondamentales et le respect des droits de l'homme. Plus connu sous le nom de « Printemps de Pékin » — par allusion au Printemps de Prague —, jailli à la mi-novembre 1978, il allait durer un an avant de disparaître sous les coups de la répression.

Révéléateur des luttes à l'intérieur du Parti communiste chinois pour le pouvoir au sommet, il doit être situé dans la lignée du Mouvement des Cent Fleurs en 1956, des Gardes rouges du début de la Révolution culturelle de 1966, et du Mouvement du 5 avril 1976.

## Les prodromes du mouvement

Le 5 avril 1976, place Tian anmen, à Pékin, le cortège qui rend hommage à la dépouille du Premier



ministre Zhou Enlai, mort trois mois plus tôt, tourne à la manifestation contre Mao et Jiang Qing. L'événement, l'« incident », devient le symbole de la résistance à l'arbitraire pour des millions de Chinois. Deng Xiaoping, réhabilité et redevenu Vice-Premier ministre en 1973, est rendu responsable de l'incident « contre-révolutionnaire » et destitué de toutes ses fonctions. Après la mort de Mao, le 9 septembre 1976, et l'arrestation de la « Bande des quatre », le mois suivant, le peuple relève la tête. Lors d'une manifestation place Tian anmen, le 9 janvier 1977 — date du premier anniversaire de la mort de Zhou Enlai —, sont réclamés à la fois le départ des maïstes, le retour de Deng Xiaoping, la réhabilitation des victimes de l'« incident » de Tian anmen du 5 avril 1976, et surtout la garantie des libertés d'association, de manifestation et d'expression stipulées dans la Constitution. En juillet 1977, à l'issue du XI<sup>e</sup> congrès du parti communiste, Deng Xiaoping retrouve sa place au sein de la haute direction chinoise pour contrebalancer le pouvoir du nouvel homme fort, le président Hua Guofeng, « successeur » désigné par Mao.

En effet, les conflits au sein de la direction du parti continuent à faire rage, les divergences les plus graves portant sur la démoïsation et sur l'appréciation qui devait être faite de la Révolution culturelle. Les « intégristes » de Hua s'opposent aux « pragmatistes » de Deng et le 3<sup>e</sup> plenum du comité central issu du XI<sup>e</sup> Congrès, qui doit se réunir à la fin de l'année 1978, devra trancher entre les deux lignes. C'est dans ce contexte que Deng Xiaoping va marquer un premier point, essentiel, avec la reconnaissance officielle par le comité révolutionnaire muni-

Il y a dix ans débutait le « Printemps de Pékin ». Pendant un an, le pouvoir fut contesté dans tous les secteurs de la vie sociale. Les contestataires réclamaient la liberté de la presse, de réunion, d'association, etc. Huit ans après la fin du « Printemps de Pékin », les étudiants chinois réclamaient encore ces droits : là-bas comme ici, les Bastilles restent à prendre. Le texte que nous vous proposons trace un historique des événements, en insistant sur l'expression écrite.

## La rédaction

cial de Pékin le 15 novembre de la nature « totalement révolutionnaire » de l'« incident » de Tian anmen.

Tous les « droitiers » de 1957, victimes de la répression des Cent Fleurs, perdent leur étiquette selon une décision du comité central rapportée dans le *Quotidien du Peuple*, dans un commentaire intitulé « Toute erreur doit être corrigée ». C'est la fin du dogme de l'infaillibilité maïste, du parti qui a toujours raison, et c'est dans cette brèche, nécessaire pour conforter l'assise du pouvoir des « pragmatistes », que

l'application progressive des principes établis par la Commune de Paris dans une situation d'unité et de stabilité » :

• « supprimer les superstitions, libérer la pensée, balayer tous les obstacles idéologiques pour réaliser la modernisation, ouvrir la voie à la science et à la démocratie ».

Deng Xiaoping approuve au départ le mouvement pour la démocratie, mais devant son ampleur et sa radicalité rappelle dès le 28 novembre que « le marxisme-léninisme et la pensée maozedong sont l'axe directeur pour réaliser les quatre modernisations ». Pied-de-nez le même jour avec une manifestation spontanée, de Xidan à Tian anmen, qui se déroule aux cris de « Vive la liberté, vive la démocratie ! ». C'en est trop. Le 29, un dazibao annonce que les forums de discussion sont suspendus « dans l'intérêt de l'unité et de la stabilité du pays ». Mais il est trop tard. Le « Printemps de Pékin » est désormais une réalité incontournable, et l'agitation va se poursuivre.

## Son développement

Le 5 décembre est apposé le fameux dazibao de celui qui va devenir le symbole du mouvement. Wei Jingsheng : « La cinquième modernisation, la démocratie ». Le premier journal non officiel, *La Tribune du 5 Avril*, est diffusé le 16 décembre. Le 1<sup>er</sup> janvier 1979, Ren Wanding fonde la Ligue chinoise des droits de l'homme et, le 17, publie son *Manifeste en 19 points*. Se mettent ainsi en place, en marge du système officiel, des structures autonomes — groupes, associations, revues —, pour la première fois depuis 1949, avec ce que cela représente de risques d'agir à visage découvert, et d'exploits techniques pour disposer de papier, tirer à plusieurs centaines d'exemplaires et diffuser.

Le mouvement ne reste pas cantonné à Pékin. Dans le reste de la Chine, un nombre considérable de dazibaos sont affichés, des revues non officielles paraissent : *Hironelle du Printemps*, à Shangai, *Voie du Peuple*, à Canton, *Grosse Cloche*, à Wuhan, *Forêt du Printemps*, à Changsha, *Ecume des Vagues*, à Qingdao, etc. Les activités littéraires et artistiques constituent également un élément important du mouvement. Les dazibaos et les revues reproduisent quantités d'œuvres littéraires, de chansons ou de caricatures. De jeunes peintres, comme Xue Mingde du Sichuan, exposent leurs œuvres.

Parallèlement, le comité central ayant adopté une politique de réhabilitation, mais le même personnel continuant à occuper le pouvoir à tous les échelons, les plaignants — paysans, ouvriers, jeunes instruits —, venus des diverses provinces, affluent à Pékin pour demander réparation. Cas individuels isolés au départ, ils finissent sous l'impulsion notamment d'une femme, Fu Yuehua, par établir un « Comité national des plaignants ». Le 8 janvier 1979, troisième anniversaire de la mort de Zhou Enlai, Fu est en tête du cortège qui se rend jusqu'à la porte de la Chine nouvelle. Le long du parcours, les manifestants crient « A bas la

répression ! A bas la famine ! Nous voulons les droits de l'homme et la démocratie ! ». Une nouvelle manifestation le 14, sur les mêmes thèmes, témoigne de la solidarité avec le mouvement démocratique. Le rôle joué par Fu Yuehua dans l'organisation du comité national et des manifestations remplit d'effroi la classe dirigeante, car dans un certain sens elle symbolise l'abolition de la séparation ville/campagne. Cela lui vaut d'être arrêtée à l'aube du 18 janvier, enlevée par des policiers en civil au bureau municipal de la sécurité publique, sans que sa famille puisse savoir ni pourquoi elle a été arrêtée ni où elle est détenue.

## La répression

Ce coup de semonce obtient l'effet inverse de celui espéré : on assiste au contraire à un regain de manifestations et de solidarité. La libération de Fu Yuehua va être exigée sans relâche. Le 25 janvier, sept revues non officielles de Pékin publient une déclaration commune dans laquelle elles affirment qu'en cas de répression elles se montreront solidaires les unes des autres. Cette unité et cette détermination, au-delà des désaccords et des différences d'appréciation, démontrent la maturité du mouvement démocratique.

Le pouvoir ne peut pas ne pas réagir, d'autant que la Chine revient sur le devant de la scène internationale : le 1<sup>er</sup> janvier 1979, le gouvernement établit des relations diplomatiques avec les Etats-Unis et le 17 février la guerre sino-vietnamienne éclate. Le 16 mars, dans un discours aux cadres supérieurs du parti, tenu dans le palais de l'Assemblée nationale pour célébrer le retour victorieux des soldats chinois du Vietnam, Deng déclare : « Tout le monde ici est d'accord pour dissoudre les organisations pour les droits de l'homme, pour interdire aux masses d'attaquer les bureaux du parti et du gouvernement, et pour écraser les contre-révolutionnaires... Il suffira d'arrêter quelques mauvais éléments, ceux contre lesquels on possède des preuves, et de ne pas faire attention aux autres. En agissant de la sorte, du

moins garderons nous une façade. Si elle est sans grande utilité à l'intérieur, elle servira notre publicité à l'étranger ». A la demande de Deng de se conformer aux « Quatre impératifs fondamentaux » — socialisme, dictature du prolétariat, direction du parti, marxisme-léninisme et pensée maozedong —, toutes les villes et toutes les provinces entreprennent un grand nettoyage englobant du même coup les murs recouverts de dazibaos.

En réplique à la répression, *Exploration* fait paraître, le 25 mars, un éditorial écrit par Wei Jingsheng et intitulé : « Démocratie ou nouveau despotisme ? ». Deng et son discours du 16 mars y sont critiqués. Le 29, Wei est arrêté comme « contre-révolutionnaire » ainsi que Chen Lu, membre de la Ligue des droits de l'homme. Le 4 avril, Ren Wanding, le fondateur de la Ligue, est arrêté à son tour par des policiers en civil devant le mur de Xidan, en présence de journalistes étrangers qui prennent des photos, alors qu'il colle un dazibao dénotant par ces mots : « Les ennemis de la démocratie ont commencé à attaquer », et exigeant la libération de Wei Jingsheng et de Chen Lu. Le même jour, tous les dazibaos d'*Exploration* sont arrachés, ceux de la revue *Défilé* aussi, et Xia Xunjian, rédactrice en chef du *Bulletin de référence des masses*, pourtant la revue la plus modérée, est arrêtée à son tour. Même si une foule immense se presse sur la place Tian anmen le 5 avril, jour anniversaire de « l'Incident », ce n'est qu'un feu de paille soufflé par le « vent froid d'avril-mai ».

Certes, le mouvement repart en juin : les revues qui avaient suspendu leur parution paraissent de nouveau, et à Pékin comme en province de nouvelles revues voient le jour. Mais le pouvoir a atteint son but en frappant dans trois directions le « Printemps de Pékin » à travers trois personnages-clés : Fu Yuehua, symbole de la liaison ville/campagne ; Wei Jingsheng, symbole de la remise en cause de la légitimité du parti ; et Ren Wanding, symbole du caractère international des droits de l'homme.

GANDINI



## Gala Radio-Libertaire

Samedi 2 décembre les bonapartistes fêteront le souvenir de leurs dictateurs favoris. Radio-Libertaire a, pour fêter son septième anniversaire, décidé de vous faire mourir... de rire en vous proposant d'assister au spectacle de Font et Val et de Xavier Lacouture. Placés devant cette alternative, nous ne doutons pas que les indécis rejoindront la Mutualité, où aura lieu le spectacle. Eux aussi pourront dire : « J'y étais ».

La rédaction

Le gala de Radio-Libertaire aura lieu à la salle de la Mutualité (24, rue Saint-Victor, 75005 Paris, métro Maubert), vendredi 2 décembre, à 20 h. Les billets sont en vente à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : 48.05.34.08) au prix de 100 F et de 70 F pour les porteurs de la carte d'auditeur de Radio-Libertaire.

### NOTE DE LECTURE

## « Contribution au débat sur l'évaluation de la formation des instituteurs »

L'année dernière a été ponctuée, dans les Ecoles normales, par des actions organisées contre un examen donnant lieu à un classement. En septembre 1988, est paru un projet de modification du décret réduisant cet examen à une interrogation orale portant sur le rôle social et administratif de l'instituteur. Cette brochure se veut le bilan des analyses impulsées dans la coordination, une réflexion sur l'évaluation telle qu'elle est actuellement et sur l'évaluation telle que les élèves-instituteurs la souhaiteraient. Mais elle est également un outil d'action et de négociation dans les Ecoles normales pour que soient avancées les idées d'évaluation formative et contractuelle. En d'autres mots une évaluation qui postule le succès de tous. Ce document, une fois discuté, modifié et amendé dans les Ecoles normales constituera la prise de position de la coordination face au ministère, avant la promulgation du texte définitif.

Monique FIGAROL

Cette brochure est à commander à la coordination des Ecoles normales de Paris et de sa région, 1, rue Henri-Poincaré, 75020 Paris (prix : 15 F).

## « Aventures dans l'Armée rouge »

**H**EUREUSE idée que cette traduction d'un nouveau livre de Jaroslav Hasek. Cet écrivain vagabond participa activement (malgré son éthyisme avancé) au mouvement anarchiste tchèque avant 1914. Il est l'auteur du célèbre roman *Le brave soldat Chveik*, ce chef-d'œuvre de la désobéissance passive (trois volumes chez Gallimard).

Hasek terrifiait les autorités austro-hongroises par son humour corrosif. Dans ces *Aventures dans l'Armée rouge*, il raconte ses souvenirs personnels vers 1918 avec la même impertinence. Visible, il n'est pas dupe des nouveaux maîtres de la Russie... Ce livre est complété par des *Histoires vraies et populaires*. Il aurait écrit des centaines de ces textes d'une qualité d'observation rare. On disait d'ailleurs qu'« Hasek était un homme qui savait voir le monde. Nombreux sont ceux qui ne savent qu'en parler ». Regrettons une seule chose : le peu d'épaisseur du livre par rapport à son prix.

L'éditeur annonce la parution d'un autre livre d'Hasek : *Le parti du Progrès modéré dans les limites de la Loi*. Il s'agit d'une liste électorale biron dont se servait le mouvement anarchiste tchèque pour ridiculiser les élections du célèbre roman (1911). Hasek en avait rédigé le programme avec son humour habituel. Sa lecture publique réjouissait énormément Kafka, alors assidu aux réunions des anarchistes... Autant dire qu'il s'agit de deux livres indispensables !

YVES B

*Aventures dans l'Armée rouge*, J Hasek, Ed. Souffles, 78 F.

Un service régulier et pratique de l'abonnement

## Sélection de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeudi 1<sup>er</sup> décembre

« Les courants d'art s'envoient » (20 h 30 à 22 h 30) : avec comme invité Denis Pouppeville pour son expo à MAC 2000.

Vendredi 2 décembre

« Micro-climat » (21 h à 22 h 30) : PAS'DAC « Contre le Paris-Dakar ».

Samedi 3 décembre

« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h) : les prénoms féminins.

Dimanche 4 décembre

« Matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : christianisme contre Irlande.  
« BD DA et Cie » (20 h à 21 h 30) : Roland Gareil (syndicalisme et BD).

### NOTE DE LECTURE

## Sous le drapeau noir...

**D**ANS le premier tome de ses *Souvenirs*, Maurice Joyeux nous avait conté son enfance, ses débuts précoces avec le patronat, ses premiers contacts avec le syndicalisme et l'anarchisme, sa dégringolade dans le néant de la clochardisation et ses dix années de prison pour allergie caractérisée à la chose militaro-patriotique.

C'était un livre super, vrai — comme on dit maintenant — et très souvent poignant. C'était également un livre grand public peut-être, parce que c'était l'individu Joyeux, peu banal au demeurant, qui occupait toute la scène, reléguant ainsi le politique et le social au rôle de toile de fond !

### Une tranche de vie

Dans le présent volume (1), qui recouvre la période 1945-1968 et une tranche de vie s'étalant de 35 à 58 ans, les choses changent du tout au tout.

Oh certes, l'individu Joyeux demeure encore largement présent quand il nous conte sa rencontre avec Suzy (qui deviendra sa compagne), les voyages d'enfer qu'ils entreprenaient ensemble sur le mode stakhanoviste, les visites qu'ils rendaient à leurs familles respectives, son amour « maladif » des livres, sa librairie du « Château des Brouillards » où, à l'occasion des signatures qu'il organisait régulièrement, il eut l'occasion de lier connaissance et amitié avec des gens comme Camus, Ragon, Breton, Prévert, Cendrars, Chavance, etc., les différents boulots qu'il exerça, son mauvais caractère... mais là n'est plus l'essentiel.

L'essentiel, c'est l'anarchisme et la Fédération anarchiste, pour la simple raison que pendant ces 23 ans ils vont se trouver au centre de sa vie.

Et c'est là que réside sans nul doute le risque d'incompréhension de ce livre. Car, comme l'auteur nous le rappelle avec force dans l'avant-propos, celui-ci ne se veut qu'un livre de souvenirs. Le « grand public » est susceptible de s'irriter de l'omniprésence d'une militance évoluant dans ce qu'il faut bien appeler une marge politique à l'odeur forte de microcosme. Le militant d'aujourd'hui, comme celui d'hier, peut être enclin à s'irriter d'une histoire de l'anarchisme et de la Fédération anarchiste plus qu'abondamment subjective.

On l'aura donc compris, ce livre a de fortes chances de susciter des réactions d'irritation, et c'est vraiment dommage, car si on le prend pour ce qu'il est et a voulu être, c'est-à-dire un livre de souvenirs, sa lecture s'avère en fait passionnante et riche d'enseignements de tous ordres.

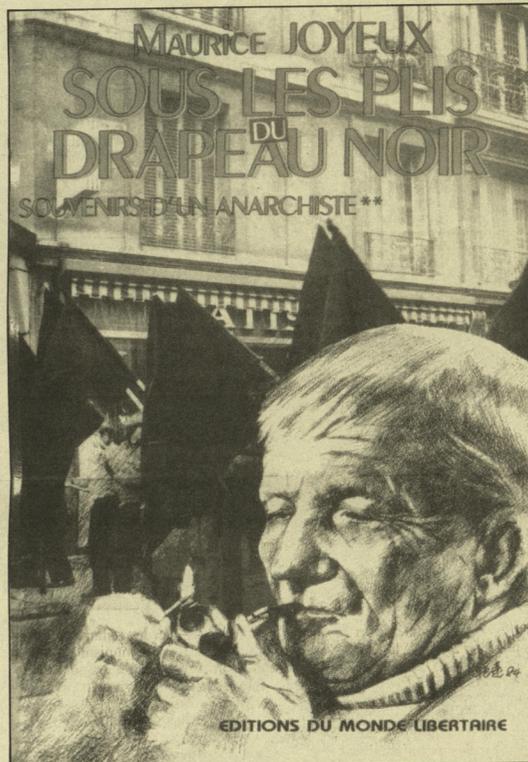
Maurice Joyeux en effet s'y raconte et, ce faisant, il nous dépeint la vie des militants révolutionnaires de cette époque. Leurs origines, leurs parcours, leurs valeurs, leurs enthousiasmes, leurs phobies, leurs rapports à la politique, au syndicalisme, à la révolution. Et, disons le tout net, pour les jeunes — ou relativement jeunes révolutionnaires que nous sommes — ce voyage au cœur d'un passé tout ce qu'il y a de récent ressemble à s'y méprendre à une plongée dans la préhistoire.

De ce point de vue — celui de l'ethnologie politique — ce bouquin est donc une mine où il nous est loisible de piocher une foule d'éléments explicatifs de l'air d'un temps qui n'est certes pas le nôtre — et donc qu'il serait imbécile de juger à l'aune de nos présomptions présentes — mais qui en est quand même l'hier et donc encore un peu l'aujourd'hui.

De même, quand Maurice Joyeux nous balade aux quatre coins d'une histoire de l'anarchisme et de la Fédération anarchiste, qui va de la Libération aux événements de Mai 68, on prend un pet. Car comment imaginer aujourd'hui ce bouillonnement de l'après-guerre, ces tournées de conférences comme à Gardanne, où les travailleurs et la clique stalinienne locale venaient en masse, puis le ramplaplanisme rangé de pans entiers de l'organisation, l'OPA d'un quarteron de soi-disants renouveaux sur l'organisation, leur naufrage idéologique et militant, la reconstruction d'un mouvement à partir de rien hormis la

autres, en développant sa dimension militante et organisationnelle.

Est-il besoin de le préciser, le chemin qui mène à la réalisation de ces objectifs est encore long. Notre cohérence théorique, la nécessaire inscription de nos principes dans le présent et le réel... en sont à leurs premiers balbutiements. La restructuration du mouvement libertaire en termes organisationnels résolument modernes, pluralistes, efficaces et désirables n'est pas encore à l'aube de voir le jour. Mais ce n'est pas dramatique. Car certaines fondations ont été coulées, qui nous permettront de bâtir sur autre chose que du sable.



volonté farouche de quelques-uns, la peur de la rechute débouchant très vite sur une frilosité et la possessivité, les conflits, les intrigues, les scissions... Comment imaginer que l'idéologie qui est la nôtre et la principale organisation s'en réclament aient pu passer aussi près du néant ? Comment imaginer que le désir légitime de rénovation de certains ait pu s'enticher d'un marxisme qui aujourd'hui n'est même plus coté à la grande bourse de l'espoir ?

### Le « message »

Bien évidemment, les souvenirs de Maurice Joyeux sur cette époque épique ne sont pas d'une rigueur et d'une objectivité à toute épreuve. Encore que, ayant été au cœur de l'événement à maintes reprises, il n'est sans doute pas le plus mal placé pour en parler. Mais n'empêche que les tableaux qu'il nous brosse des militants, des congrès, des empoignades, des rapports de forces entre tendances, etc., permettent de bien sentir les choses, et de nous faire comprendre que nous revenons de loin.

Là se situe sûrement l'essentiel du « message » de ces souvenirs qui nous disent que si un jour l'anarchisme doit fleurir dans le mouvement social, ce ne sera qu'en cultivant ses valeurs propres et en s'attendant à se donner les moyens de ses ambitions — c'est-à-dire, entre

de cela, même s'il ne se pose pas comme tel, ce livre porte témoignage.

En 1945, l'anarchisme, qui qu'en pleine résurrection, était dominé par son passé. Dans les années 50, lors de l'épisode « Fontenis », il réussit tout juste à trouver la force de survivre. Quand sonna l'heure de la guerre d'Algérie, il se contenta du dire et demeura orphelin de l'agir. En Mai 68, il n'osa pas être ce qu'il n'était pas encore.

Comme aime à le dire Maurice, « c'était là des temps difficiles ».

Aujourd'hui, le paysage s'est transformé. Le capitalisme et son infirmier réformiste ahant dans l'ornière de la crise. Le marxisme jadis florissant impose littéralement. Reste l'anarchisme arc-bouté sur une intransigence que des gens comme Joyeux et quelques autres ont su préserver et nous transmettre. A nous, qui bien sûr aurions mieux fait que nos « anciens », de démontrer que nous sommes capables de ne pas loucher le train de l'histoire à venir qui, comme chacun sait, commence aujourd'hui. Souvenirs... souvenirs !

J-M RAYNAUD

(1) Sous les plis du drapeau noir, M Joyeux, Editions du Monde libertaire, 300 pp., 120 F. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris (tél. : 48.05.34.08).

## LES SOCIALISTES ET LA POPULATION

## A bout de souffle

**L'**EFFERVESCENCE sociale de ces derniers mois a fait voler en éclats toute la bimbeloterie intellectuelle de ces porte-drapeau du libéralisme qui, depuis le début de la décennie, annonçaient la fin de la lutte des classes. Mais, le mouvement social, qui, telle une rivière souterraine, jaillit aujourd'hui au grand jour, est également en passe de briser les digues érigées depuis 1983 par des socialistes convertis à la gestion servile des intérêts du capital. Dans ces conditions, les grèves en cours accélèrent en l'amplifiant le divorce entre les socialistes et des pans entiers de ses soutiens traditionnels dans la population.

## Rideau de fumée

Même si la préparation des municipales de mars 1989 semble brouiller les cartes, pour le Parti socialiste les jeux sont faits : c'est à droite, et à droite toute ! Car les transactions opérées, tant avec le PCF qu'avec les centristes de l'UDC, visent très clairement à prémunir, dans un premier temps, les socialistes d'un désaveu électoral cinglant en mars prochain, tout en ancrant, sur le moyen terme, des alliances avec les centristes.

Côté municipales, le simulacre de désaccord mis en scène les 12 et 13 novembre derniers à l'occasion de la convention nationale du PS et de la conférence du PCF n'est qu'un rideau de fumée. Dans la plupart des villes, l'idée de listes communes est d'ores et déjà arrêtée. Pour le PS, l'enjeu est clair : redorer son blason sur sa gauche afin d'enrayer l'hémorragie d'électeurs qui pourrait menacer les socialistes *new look* dans plus d'une municipalité. Pour le PCF, l'alliance avec les socialistes est également un passage obligé pour préserver ses positions dans les villes « rouges » qui sont à la fois bastions, pompes à finances et réservoirs de permanents du parti. Certes, les communistes, installés à l'écart des responsabilités gouvernementales, aimeraient bien pouvoir capter leur électorat protestataire perdu, en grappillant des voix aux socialistes. Mais depuis les dernières municipales de 1983, le déclin électoral du PCF a été tel que ses élus ne peuvent faire l'économie d'une alliance avec les socialistes, même recentrés. Le pacte conclu depuis une quinzaine d'années entre les deux forces à l'échelon local a ainsi tout lieu d'être reconduit. Quitte à ce que le PS multiplie, dans certaines villes, des ouvertures au centre soit pour ménager ses amis du gouvernement, soit pour relancer la dynamique de l'ouverture.

## A droite toute !

Car les socialistes, depuis quelques mois, n'ont pas économisé leurs efforts pour séduire les amis de Raymond Barre. Outre les ponts jetés par Mitterrand pendant sa campagne et l'entrée de ministres de droite dans les deux gouvernements Rocard, les signes de la collusion évidente entre les deux bords n'ont pas manqué, notamment au Parlement.

Premier indicateur, le refus des socialistes d'abroger la loi Méhaignerie à l'heure où, pourtant, la flambée des prix des loyers impose des mesures urgentes et énergiques dans ce domaine. Par ailleurs, la loi de finance 1989, d'ailleurs largement conforme aux vœux du docteur Barre, a bénéficié d'une série opportune d'abstentions centristes. L'abstention finale des communistes aidant, le gouvernement a pu ainsi faire adopter son budget sans recourir à l'article 49.3, ce qui, en période d'exaltation du consensus, aurait fait un tantinet désordre.

Reste le prix payé par les socialistes pour la neutralité finale des



communistes et pour les abstentions momentanées et bienveillantes des centristes. Pour les premiers, les garanties d'accords aux municipales ont été déterminantes. Pour les seconds, le prix du silence a été, par exemple, l'adoption de l'amendement du centriste Durieux réduisant le taux majoré de la TVA sur les produits de luxe (coût : cinq milliards de francs). Sans oublier ces quarante-deux amendements baptisés « d'intérêt particulier » adoptés dans la soirée du 18 novembre... en une demi-heure. Des dizaines de millions de francs sont venus ainsi saupoudrer, à droite et à gauche, les « bonnes œuvres » des parlementaires ou de leurs amis (cf. *Le Canard enchaîné* du 23 novembre 1988). Rocard et Charras ont payé au prix fort le silence nécessaire à l'adoption de leur budget.

## Les salariés contre l'Etat-patron

Une fois les municipales passées, la collusion effective des socialistes et des centristes pourra alors s'afficher sans pudeur, avec en point de mire l'échéance européenne de juin 1989. Car les centristes ont beaucoup à gagner d'une telle coalition qui leur permettrait de rompre à peu de frais avec le reste de la droite qui, depuis longtemps, les cantonne au second rôle. Les amis de Méhaignerie, avec l'appoint éventuel de quelques RPR recentrés, espèrent ainsi participer de plain-pied à une coalition gouvernementale, tout en accédant à des postes à la mesure des ressources démultipliées que leur offre la nouvelle donne politique. Pour les socialistes, l'alliance avec les parlementaires du centre est une opportunité pour consolider un pôle de type travailliste ou « démocrate » en position de force sur la scène politique.

De fait, les centrages amorcés appellent de nouveaux recentrages. Car, en opérant de multiples reclassements et reconversions pour satisfaire leurs impératifs de carrière tout en poursuivant une stricte gestion capitaliste, les socialistes se coupent d'une partie de leurs soutiens traditionnels. Aujourd'hui en effet, Rocard a beau en appeler à la patience des salariés, Bérégovoy à la préservation des « grands équilibres », le message n'est pas reçu ni par les salariés du secteur privé ni, surtout, par ceux du secteur public pourtant fief électoral socialiste. Infirmières, cheminots, tramotins, postiers, gaziers, électriciens, etc., c'est aujourd'hui tout le secteur public qui rue dans les brancards et part à la conquête des acquis perdus. Ceux-ci, d'ailleurs, ne sont pas que salariaux. Les conditions de travail se sont dégradées ; les secteurs les plus juteux du service public, notamment aux PTT, ont

été privatisés ; des professions du service public, dont l'accès nécessite de plus en plus de diplômes, ont été dépréciées par les campagnes d'intoxication libérales, etc. A la fois boucs émissaires et victimes de la gestion de la crise, les prétendus nantis du secteur dit privilégié se retournent contre un gouvernement frauduleusement nommé socialiste. Fini le temps de l'état de grâce ! Fini aussi celui des illusions réformatrices et des mystifications électoralistes ! L'Etat « socialiste » est aujourd'hui perçu de plus en plus clairement comme cet Etat-patron que, de fait et en dépit de toutes les alternances électorales, il n'a jamais cessé d'être.

## Un lourd passif

Une telle conjoncture sociale ne peut qu'alourdir encore le passif accumulé, depuis 1983, par les socialistes auprès de leurs soutiens traditionnels. Les travailleurs de la sidérurgie, par exemple, ou des charbonnages n'ont pas oublié la violence des restructurations menées par le gouvernement socialiste là-même où Giscard avait échoué. Les salariés, et surtout ceux du secteur public, n'ont pas oublié que ce sont eux-là même à qui ils avaient apporté leurs voix qui, après la volte-face de 1982-1983, ont imposé la politique d'austérité rebaptisée rigueur avec les conséquences que l'on sait : ponctions sur le pouvoir d'achat, déreglementation, restauration des profits, accroissement des inégalités, etc.

Ils n'ont pas oublié non plus les recules sur la question de la laïcité, les scandales qui ont émaillé l'avant-cohabitation (Rainbow Warrior, Carrefour du développement), la politique militariste d'Hernu, l'élitisme républicain et chauvin de Chevènement, la morgue technocratique de Fabius, etc. Ils n'ont pas oublié, enfin, qu'au moment même où les pouvoirs publics décrétaient pour les salariés le mot d'ordre du « serrez-vous la ceinture », ces mêmes socialistes se faisaient les complices d'un libéralisme triomphant reprenant à son compte le mot-d'ordre cynique d'un Guizot adressé à la bourgeoisie de son temps : « enrichissez-vous ! » D'ailleurs, les socialistes n'ont-ils pas même été, en 1988, jusqu'à soutenir la candidature de Tapie — figure emblématique de la liberté d'entreprise, qui n'est rien d'autre que la liberté d'exploiter ?

## Une alternative concrète

A cette série de logiques qui concourent toutes à la délégitimation de la gauche au gouvernement, il faut ajouter la perte d'influence des bureaucraties syndicales. Car aujourd'hui, le gouvernement ne dispose plus de la puissance de feu

catégoriels, voire ponctuels et localistes. Mais, comment pourrait-il en être autrement après ces années de défaillance syndicale et de perte de foi en l'action collective. En 1985, on battait en France le record à la baisse du nombre de jours de grève depuis la Seconde Guerre mondiale ! Trois ans plus tard, la contre-offensive des salariés régénère les perspectives de changement social.

## Perspectives libertaires

Dissolution du clivage gauche-droite à l'échelon gouvernemental, discrédit accumulé lors des expériences antérieures par la gauche aux affaires, conflit ouvert entre l'Etat-patron socialiste et les salariés, effritement des ressources gouvernementales pour juguler les conflits sociaux : tous ces processus alimentent de fait le mouvement de rejet des entrepreneurs politiques socialistes par des franges sans cesse élargies de couches sociales qui lui étaient autrefois acquises. Des pans entiers de la population se détachent de la banquette socialiste, tandis que, parallèlement, les taux d'abstention des trois dernières élections atteignent des sommets et que les salariés en lutte redécouvrent des techniques d'auto-organisation libertaires (assemblées générales souveraines, élaboration collective des revendications, contrôle des négociations, etc.). Autant dire que la conjoncture peut être plus que jamais favorable à l'ensemble du mouvement libertaire qui, lui, n'a ni de postes électifs à sauvegarder ni même d'avant-garde à construire, mais seulement des idées, des pratiques et un projet à défendre. A charge, désormais, à tous les anarchistes de diffuser leur conception du changement social véritable, susceptible de redonner espoir à tous les déçus d'un socialisme parlementariste à bout de souffle.

Philippe BOURSIER  
(Gr. Emma-Goldman de Bordeaux)

